

Cultivons le futur

Hiver 2022 n° 07 > Slow press

Penser - Agir - Construire ensemble

Numéro
spécial !



ENGAGEMENT

Eclodio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Engageons-nous !

Suite à une sixième édition sur le thème de l'éco-féminisme, nous ne pouvions pas nous arrêter là sans explorer l'engagement au sens large. Mais qu'est-ce que l'engagement ? Il peut prendre bien des formes et porter sur de nombreuses thématiques. Militantisme virtuel, petits gestes du quotidien, manifestations et interpellations publiques, réflexion personnelle, ... Les manières de s'engager sont nombreuses tout comme les sujets qui méritent qu'on s'y attarde.

Vous l'avez compris cette 7^{ème} édition du Cultivons le Futur portera sur l'engagement sous toutes ses formes. Passant de l'indignation face à la crise climatique et environnementale aux grands questionnements des combats sociaux/sociétaux, chaque auteur-e a pu mobiliser sa propre vision de l'engagement, tantôt émotionnelle, tantôt militante et tantôt exploratoire. Essayons ensemble d'en dégager une définition qui nous fait sens et indignons-nous, engageons-nous.

Encore une fois, ce numéro consacré à la thématique de l'engagement dépasse le cadre de ces pages. Nous vous donnons donc à nouveau rendez-vous sur notre page Facebook «Eclasio-Belgique» et l'onglet publication de notre site internet pour découvrir les auteur-es qui ont porté ce numéro et d'autres de leurs articles.

2 Merci à chacun-e d'entre eux et elles pour leur implication et leur contribution !

Zoé Vandermeereen

Chargée de projet en coopération internationale et Education à la citoyenneté.

Photo couverture : iStock.com/LordHenriVoton

- 03 ■ A quoi êtes-vous engagé-es ?
Kevin Cruces Garcia
- 06 ■ Jeunesse et climat
Angelina Dubois
- 09 ■ L'éco-anxiété
Zoé Vandermeereen
- 12 ■ Justice climatique et sociale
Tatiana Malchair
- 16 ■ Mémoire coloniale
Sarah Bosser
- 20 ■ *Let's Talk About*
Sarah Bosser
- 24 ■ Non-mixité
Zoé Vandermeereen
- 24 ■ Acteurs·trices des ONG
Marine Winand
- 24 ■ Réseaux sociaux
Joanna Tibesar

Editeur responsable : S. Pascal

Coordinatrice du magazine : O. Chedli

Eclasio Passage des déportés 2 à 5030 Gembloux
info@eclasio.org

Design et mise en page : six-dnqr16-deux®
sixquatredeuxdesign@gmail.com

Comité de rédaction : M. Moutschen, P. Vincent, P. Ozer, L. Courard, L. Deutsch, J. Hamers, JM. Lafleur, G. Pirotte, R. Brahy, M. Luceno, N. Moula, B. Maccatory, E. Dessy, V. Wambery, B. Pochet, G. Rommelaere, P. Wautelet, C. Laurent, A. Degre.

Avec le soutien de :



Belgique
partenaire du développement



Dans le cadre
d'un programme
commun : **UNI4
COOP**



Cette œuvre est mise à disposition sous licence
Attribution 2.0 Belgique.
Pour voir une copie de cette licence, visitez
<http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/be/>

À quoi êtes-vous engagé-es ?

Prenez votre temps avant de continuer, réfléchissez à cette question pendant quelques secondes afin d'identifier vos engagements. Gardez bien en mémoire votre réponse pour y revenir à la fin de votre lecture.

Vous venez de vous souvenir de la relation que vous avez avec votre profession, votre famille, l'association ou entité que vous soutenez. Cela veut dire qu'il y a un lien entre vous et quelque chose ou quelqu'un d'autre, dont la pierre angulaire est le compromis. Évidemment que la signification du mot peut varier en fonction du contexte que l'on utilise, mais aussi de l'époque ; car la langue est un être vivant avec un pouvoir capable de structurer nos actions et nos consciences.

Archéologie étymologique de la parole

Le mot "engagement", selon la première acception du Larousse (s.d) signifie "Acte par lequel on s'engage à accomplir quelque chose ; promesse, convention ou contrat par lesquels on se lie". On doit aller à la sixième acception pour trouver la signification qui nous intéresse le plus : "Fait de prendre parti sur les problèmes politiques ou sociaux par son action et ses discours" (Larousse, s.d.). Ce sont deux acceptions similaires où l'implication personnelle est associée à plusieurs domaines de la vie.

Cela a-t-il toujours été comme cela ? Si on cherche l'étymologie de la parole, on trouve que le mot "engagement" vient de "mettre en gage" (CNRTL, s.d.) où le composant économique et juridique occupe une place capitale. Une première réflexion nous amène à constater une évolution en faveur des connotations sociales et morales. Si avant on gageait (on pariait) un bien physique comme des immeubles, aujourd'hui on gage aussi des biens

abstraites comme une idée ou une cause sociale. Mais, si on revient à l'origine du sens : **nous pouvons aussi hypothéquer notre temps pour la réussite d'un objectif, accumuler de la richesse culturelle et avoir un contrat social avec la citoyenneté.** En définitive, le sens original est maintenu intact.

Il y a cent ans, il était plus courant de militer que s'engager. Pourquoi aujourd'hui est-ce à l'inverse ? Ne sont-ils pas équivalents ? Les nuances ne sont pas les mêmes et le langage nous aide à le justifier. "Militer" vient du latin "miles, -itis", c'est-à-dire "qui fait la guerre" (CNRTL, s.d.), et selon le Larousse (s.d.), signifie "Attitude, activité, idéologie du militant politique ou syndical". Les différences entre "engager" et "militer" sont subtiles, mais le deuxième concept est davantage relatif à la participation dans une organisation structurée et au sentiment de confrontation. De l'autre côté, le mot "engager" est plus large et l'implication vient directement de l'intérêt de la personne dans le but d'obtenir quelque chose.

"Militer pour la paix" peut être interprété comme un oxymore car l'origine de la parole peut nous ramener au combat. Mais si on dit "S'engager pour la paix" le malentendu est dissipé, parce qu'on **prend, on met en gage notre temps et notre énergie (des biens immatériels) pour cibler ce droit humain (l'objectif par lequel on se lie).**

Si on se focalise sur le cadre social, on met en relation les engagements avec les grands défis de notre époque, comme par exemple, le féminisme, la durabilité ou la solidarité. Ce sont des objectifs internationaux qui demandent un compromis communautaire, à travers des actions individuelles et collectives. Il n'est pas obligatoire de s'inscrire dans une organisation pour contribuer à une de ces causes citées, sinon les partager et devenir un activiste (anonyme ou pas). →

La parole et son analyse linguistique viennent de nous donner quelques pistes au sujet de notre comportement :

- Une évolution historique et favorable vers les actions sociales. Progressivement nous avons dépouillé le sens pécuniaire de l'engagement afin de l'humaniser.
- Une manière d'être conscientisé-es et de défendre une idée ou un rêve plus pacifique, en soulignant la non-violence et en mettant en pratique la désobéissance. Une situation que l'histoire nous montre, plus spécifiquement à partir de la deuxième moitié du XXème siècle et à travers des personnages historiques comme Martin Luther King, Mahatma Gandhi ou Rosa Parks.

Mais, est-ce que cela correspond à la réalité d'aujourd'hui ou est-ce une question exclusivement linguistique ?

Il faudra attendre 2010 pour que le manifeste "Indignez-vous" soit écrit par Stéphane Hessel, célèbre diplomate que l'on cite ici pour l'intérêt que représente son expérience de l'évolution sociale et historique de l'engagement. Car, pendant des décennies, le concept d'engagement a évolué et Hessel a pu en observer les changements grâce à son investissement personnel dans les mouvements sociaux.

4 Hessel a commencé son activisme en 1941, l'année où il s'engage à la "résistance intérieure française"¹ : un ensemble des mouvements qui luttaient contre les forces de l'Axe et l'occupation de la France. Les résistants partageaient des valeurs comme :

"le refus à l'imposition du bénéfice et de l'argent, l'indignation contre la coexistence de l'extrême pauvreté et une richesse arrogante, refuser les féodalités économiques, réaffirmer le besoin d'une presse indépendante, garantir la sécurité sociale" (Hessel, 2011).

Des valeurs qui sont aujourd'hui, 80 ans après, toujours actuelles et majeures à défendre.

Évidemment le contexte a changé comme expliqué au début de cet article. Parallèlement à ça, il y avait une évolution plus pacifique du comportement social vers l'obtention des droits humains, comme Stéphane Hessel le souligne :

" A cette époque-là, vous pouviez rejoindre un groupe de résistants, vous dérailliez un train... C'était simple comme ça ! Aujourd'hui, en réfléchissant, en écrivant, en participant démocratiquement à l'élection des gouvernants, vous pouvez avoir confiance dans le fait que la situation évolue de manière intelligente... En résumé, avec une action à très long terme" (Hessel, 2011).²

Progressivement nous avons dépouillé le sens pécuniaire de l'engagement afin de l'humaniser.

En 2010, avec la publication de son ouvrage "Indignez-vous !"³, Hessel a eu la force pédagogique d'encourager la jeunesse à réagir contre les inégalités et la situation de la détérioration sociale. Une année plus tard, trouvant insuffisante l'indignation pour changer notre environnement, il publia un autre livre dont le titre ne pouvait nous surprendre : "Engagez-vous !".

Si la vision idéologique, que Hessel défendait dans son ensemble lors de la Résistance en 1941 est actuelle, les défis qu'il décrivait en 2011 sont grandement identiques aux défis auxquels nous sommes confrontés en 2022 : les inégalités quant à la distribution mondiale de la richesse, l'instauration d'une politique écologique et durable, la gestion solidaire aux institutions internationales ou la reconnaissance des Droits Humains.

L'esprit de l'engagement social de cette dernière décennie

Stéphane Hessel n'est plus parmi nous. Il nous a laissé des indications très précieuses, mais était-ce "seulement" des réflexions, de la théorie...? Avons-nous, en tant que société réagi à cela ? Nous sommes-nous engagé-es à ces défis ? En 2013, même année de la disparition de Hessel, le mouvement Black Lives Matter ("Les vies noires comptent") est né contre le racisme. En 2015, Ni una menos ("Pas une de moins") apparaissait

en faveur du féminisme comme Me Too ("Moi aussi") apparue en 2018. Une année marquée aussi pour les luttes écologiques au travers de Fridays for future (connue comme la "Grève étudiant pour le climat") et Extinction Rebellion ("Rébellion contre l'extinction") (von Redecker, 2011). Toutes ces formes d'engagement partagées par la société ont des particularités en commun :

- Ce sont des mouvements sociaux qui deviennent internationaux.
- Ils défendent des actions pacifiques.
- Ils sont créés sur une base citoyenne (*grassroots*).

De la même manière que ces engagements sont capables de se globaliser et d'attirer l'attention de toute l'humanité, ils se réalimentent dans un même esprit éco-social. Car, ces défis "impliquent d'articuler les efforts, les savoirs et les demandes de divers mouvements (syndicalistes, féministes, écologistes) et de divers groupes sociaux (peuples indigènes, paysan-ne-s, ouvrier-e-s, intellectuel-le-s) (Löwy et Tanuro, 2021).

Cette dimension d'engagement planétaire et de conscientisation humaine a été rendue possible grâce à la communication de l'ère d'Internet, parce que cela nous aide à concevoir l'humanité dans l'ensemble et constater, avec nos singularités, des problèmes partagés qui échappent à la simple vision nationale. Nous sommes probablement en présence d'un concept légèrement différent : l'e-engagement. Parce que, c'est à travers cette dimension virtuelle que nous pouvons réagir d'une manière décentralisée et globale pour contribuer massivement à une cause commune : soit au travers de

Encore

- Découvrez un deuxième texte de K. Cruces Garcia sur notre site internet : www.eclosio.org/publications

Ces engagements sont capables de se globaliser et d'attirer l'attention de toute l'humanité, ils se réalimentent dans un même esprit éco-social.

micro-actions (sphère individuelle), soit à travers des actions interpersonnelles ou inter-communautaires.

Après ces réflexions, faisons une pause afin de réaliser une introspection personnelle. Est-ce que vous avez bien gardé à l'esprit votre réponse à la question que je vous ai posée au début ?

Peut-être, pouvons-nous vous suggérer de la laisser prendre de l'ampleur et d'en tirer une idée plus profonde de la signification de s'engager au XXIème siècle.

Kevin Cruces Garcia

Chargé de projet d'Education à la citoyenneté, Eclósio.

Bibliographie

- Bouquet, L. (2021, janvier 31). Édité à Montpellier, "Indignez-vous !" de Stéphane Hessel serait le livre le plus vendu des quinze dernières années. Franceinfo. [https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/herault/montpellier/edite-amontpellier-indiguez-vous-de-stephane-hessel-serait-le-livre-le-plus-vendu-des-quinze-dernieres-annees-1933564.html](https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/herault/montpellier/edite-amontpellier-indignez-vous-de-stephane-hessel-serait-le-livre-le-plus-vendu-des-quinze-dernieres-annees-1933564.html)
- Engagement (s.d.). CNRTL. Consulté le 26 décembre 2021, à l'adresse <https://www.cnrtl.fr/etymologie/engagement>
- Militier (s.d.). CNRTL. Consulté le 26 décembre 2021, à l'adresse <https://www.cnrtl.fr/etymologie/militier>
- 20minutos. (2013, février 27). Hessel, el pensador que inspiró al movimiento de los indignados. www.20minutos.es - Últimas Noticias. <https://www.20minutos.es/noticia/1742947/0/hessel/pensador/15-M/>
- Hessel, S. (2011). ¡Comprometeos! DESTINO.
- Larousse. (s.d.). Engagement. Consulté le 26 décembre 2021, à l'adresse <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/engagement/29510#locution>
- Larousse. (s.d.). Militant. Consulté le 26 décembre 2021, à l'adresse <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/militant/51435>
- Löwy, M., et Tanuro, D. (2021). Luttés écologiques et sociales dans le monde. Textuel.
- von Redecker, Eva. (2021). Révolution pour la vie. Payot.

1 Ou, plus simplement, "la Résistance"
2 Traduit de l'espagnol par l'auteur de l'article
3 Un phénomène éditorial capable de vendre 4 millions d'exemplaires pendant ses premiers 16 mois dans 100 pays ("Hessel, el pensador que inspiró al movimiento de los indignados", 2013).



Jeunesse et climat : quand être colibri ne suffit plus

6

Les marches pour le climat ont mis en évidence un clivage générationnel fort quant aux actions à entreprendre face à ce phénomène d'ampleur sans précédent. Si certaines défendent l'importance de l'action individuelle comme l'illustre la légende amérindienne du petit colibri tentant d'éteindre un feu touchant sa forêt comme il le peut à la force de son petit bec, les participant-es aux marches demandent une réponse plus grande au changement climatique que nous connaissons. En effet, si le colibri et autres petits animaux restent les seuls à agir et que les animaux les plus grands (et ayant donc le plus d'impact) ne font rien, la forêt finira tout de même par brûler et

le colibri se fatiguera dans des efforts qui semblent vains. Le message est donc clair : des actions importantes doivent être mises en place contre les plus gros pollueurs comme les multinationales et les grosses sociétés pétrolières, qui ont l'impact le plus lourd. Cela est nécessaire si l'on veut que les actions individuelles aient l'impact mérité et soient visibles à la hauteur des efforts des citoyen-nés.

Même si le fait de prendre des mesures contre "les plus gros animaux" semble être une évidence pour beaucoup, la forme (la manifestation) et les acteurs-trices de ces mouvements sont quant à eux-elles la cible de nombreuses critiques ; et plus

particulièrement, les plus jeunes qui ont été les premiers à rejoindre Greta Thunberg au commencement des marches pour le climat.

Le péril de nos choix

Une critique qui revient souvent est que nous sommes jeunes et idéalistes, que nous ne connaissons rien à la réalité du monde, de sa façon de fonctionner. Beaucoup ne voyaient cela que comme un prétexte pour sécher les cours alors que la participation à ces marches est souvent rendue compliquée par les parents et les écoles qui sont un frein réel à l'engagement dans beaucoup de cas. Personnellement, je n'ai pu participer qu'à une marche lorsque j'étais en secondaire. Cet argument n'est heureusement pas partagé par tous, surtout avec la publication des différents rapports du GIEC¹ et les alertes lancées par les centaines de scientifiques du monde entier qui corroborent notre discours. Mais le nombre de personnes partageant cette position reste grand alors même que le changement climatique affecte davantage les générations les moins vieilles. Un de ces impacts réside dans l'apparition de ce qu'on appelle éco-anxiété, trouble très courant chez les moins de 30 ans. Cette angoisse malade provoquée par la destruction de la Terre telle que nous la connaissons a d'ailleurs donné naissance à une nouvelle spécialisation en psychologie, l'écopsychologie.

Et même si l'anxiété environnementale peut être vue comme un moteur pour pousser les gens à agir et à changer les choses, cela n'est souvent qu'handicapant et paralysant, face à un danger aussi intangible que notre cerveau ne peut pas l'affronter. Personnellement, il m'est difficile d'envisager des projets à long-terme avec un avenir aussi incertain. Et la crise sanitaire que nous traversons a le même impact sur beaucoup de personnes.

Dès lors, lorsque la mise en danger de notre avenir en délaissant nos études se fait critique récurrente, il peut être compréhensible qu'on ait l'impression que nos inquiétudes ne sont pas prises au sérieux. Il nous est demandé de nous concentrer sur notre enseignement alors que nous n'y voyons pas d'utilité face à cette situation inquiétante qui ne va pas s'améliorer à l'allure à laquelle vont les choses. Le changement climatique est une véritable source de stress difficile à gérer, et dans une société qui

accumule les crises depuis quelques années, notre futur semble déjà peu sûr (la crise sanitaire et différentes catastrophes climatiques comme les inondations ou tempêtes se feront alors de plus en plus fréquentes).

Les marches pour le climat restent un moyen de se sentir utile face à l'inaction des politiques et de se faire entendre. Cet engagement collectif est essentiel, notamment des plus jeunes qui seront grandement affecté-es par cette crise. Si le fait de mettre notre avenir en péril en participant à ces marches est un réel problème, écouter alors nos peurs et agir en conséquence sont une nécessité.

"Pas de perfection, pas de crédibilité"

Le fait que nous ne soyons pas irréprochables revient souvent dans les arguments des détracteur-ices de ces marches. L'utilisation massive des réseaux sociaux, le recours aux nouvelles technologies, la provenance des matériaux et des moyens de fabrication qui les permettent, le stockage des données en ligne révélerait notre faute, celle de participer fortement à ce phénomène que nous dénonçons.

Ce prérequis demandé à l'activisme, écologique ou autre, est très courant. Désigné parfois sous le terme de *pureté militante*, on a tous et toutes déjà été confronté.e.s à ce type d'argument prônant la nécessité d'une vie et d'actions parfaites pour pouvoir s'engager dans une cause et être légitime pour porter des revendications. Cet argument n'est au final pas réaliste dans notre société actuelle et n'est qu'un frein au passage à l'action, et un prétexte pour ne pas le faire. Comme le dit bien le collectif Bad Activist² : "L'activiste parfait n'existe pas ! L'exigence de la perfection comme condition préalable pour être un-e activiste nous maintient immobiles et réduits au silence. Une culture de la perfection ne fait qu'instiller la peur que faire une erreur = être une erreur. Nos mouvements doivent être centrés sur la communauté et la responsabilisation afin que nous puissions rencontrer les gens là où ils sont, apprendre et grandir en étant mis au défi, entendre de nouvelles perspectives - collectivement réajuster et aller de l'avant avec une meilleure compréhension du monde." →

7

Oui, nous ne pouvons pas nier l'impact catastrophique qu'ont les objets électroniques sur notre planète, et oui nous pouvons faire mieux sur cela. Mais il est impossible d'être parfait, et encore moins dans une société qui ne nous le permet pas. Il est essentiel pour que, de manière individuelle, nous puissions nous améliorer et réduire notre impact, on nous laisse l'espace de faire des erreurs, de se tromper et d'évoluer. Et il est nécessaire que notre société évolue pour libérer cet espace, que des changements à échelle globale aient lieu aussi et avant tout.

Le confinement avait d'ailleurs permis d'ouvrir la conversation et l'imagination à un monde post-Covid, et ainsi repenser cette société. Un changement total de celle-ci semblait alors presque envisageable, ce qui aurait permis de tenir les objectifs fixés il y a des années de cela. Cette volonté de changement nécessaire semble désormais lointaine alors que nous retournons progressivement à notre fonctionnement passé.

Le bilan de la COP26, considéré par certains comme un fiasco, n'est pas très encourageant. Même si pour la première fois la question des énergies fossiles a été clairement visée, l'objectif d'une augmentation moyenne maximale de + 1,5 °C d'ici la fin du siècle, nécessaire, est difficilement maintenu et les mesures prises par chaque pays doivent s'accélérer : les actions concrètes pour réaliser cet objectif manquaient cruellement. De plus, les financements climat convenus en 2009 n'ont pas connu d'avancées. En effet, ceux-ci n'ont toujours pas atteint les 100 milliards de dons annuels des pays développés vers ceux en développement, alors même que ces derniers qui participent le moins à ce phénomène, en subissent le plus les conséquences.

Beaucoup de discussions, et peu d'actions proposées donc.

Quid de la pureté militante des adultes et de la responsabilité des politiques qui ne respectent pas leur engagement vis-à-vis des générations futures et des citoyen-nés?

Ces marches répondent à cette inaction. Malgré le fait qu'avec la crise sanitaire, ces marches pour le climat à un niveau international réunissant nombre

de personnes étaient compliquées à mettre en place, ces manifestations essaient encore de vivre et de prendre place dans la discussion médiatique tant bien que mal, notamment par leur poursuite en ligne. Elles permettent un éveil des consciences sur ce sujet mais aussi nous rassurent quant au fait que nous ne sommes pas seuls et seules dans ce combat. Et il s'agit aussi, pour beaucoup, d'un pas supplémentaire vers d'autres initiatives plus locales voire individuelles, même si des actions à échelle globale sont attendues des instances dirigeantes. Beaucoup de choses sont possibles et en collaborant ensemble, nous pouvons trouver de nombreuses façons d'agir. Et les marches en sont le point de départ.

Faites-nous place : nous marchons !

Angelina Dubois

Étudiante en bachelor sciences de l'Ingénieur, orientation bioingénieur, ULiège.

Pour aller plus loin :

- Sur l'éco-anxiété:
 - Cluzeau, T. (2020, 9 avril). L'éco-anxiété, le nouveau mal du siècle. National Geographic.
 - Malo, P. (2019, 6 mars). L'éco-anxiété ou solastalgie, le nouveau mal du siècle. ConsoGlobe.
- Sur le monde post-Covid et les idéaux futures: Comment la jeunesse pense le monde d'aujourd'hui. (s. d.). France Culture.
- Sur le cerveau face à la crise climatique: Verte. (2021, 27 octobre). Réchauffement climatique et crise écologique : pourquoi tardons-nous à agir ? La famille verte.
- Sur le bilan de la COP26 et les financements climats:
 - Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. (2021, octobre). Le financement, un enjeu essentiel dans la lutte contre le changement climatique. France Diplomatie.
 - Oxfam France. (2021, 3 mai). Loi climat : un nouveau rendez-vous manqué pour le climat [Vidéo Facebook]. Facebook.
 - Vie publique.fr. (2021, 31 décembre). Bilan des négociations climatiques de Glasgow COP26.

- 1 GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, publie régulièrement sur l'état de nos connaissances sur l'évolution du climat, son impact etc. Il propose également des manières d'y faire face.
- 2 Le collectif Bad Activist est un lieu de rencontre et de mise en contact d'activistes et de personnes engagées dans la recherche de la justice et du changement. Ce groupe désire combattre ce système d'oppressions et se battre pour un futur meilleur pour la planète et les générations futures.

De l'éco-anxiété à la résilience intérieure

Retrouver un semblant de calme face à un monde qui s'effondre

Catastrophes naturelles, crise écologique, cercle vicieux et déclin inévitable, les nouvelles de notre environnement sont loin d'être positives et surtout la question se pose : peut-on encore y faire quelque chose ? Aux théories de la collapsologie¹, certains esprits s'échauffent pour construire une réponse : survivalisme, déni, engagement frénétique, résignation, ... mais surtout, un sentiment nouveau, une émotion pernicieuse née de la rencontre entre soi et une vérité inéluctable, celle d'un monde qui va mal. Plus grand qu'un simple malaise sociétal, l'éco-anxiété est devenue une véritable maladie mentale au même titre que la dépression, mais une dépression dont la cause est étonnante : l'écologie.

Qu'est-ce que l'éco-anxiété ?

Le terme "éco-anxiété" est utilisé depuis les années 90. Inventé et conceptualisé par Véronique Lapaige, une chercheuse belgo-canadienne en santé publique, il désigne un ensemble de troubles anxieux et dépressifs liés à la prise de conscience de l'urgence de la crise écologique. On peut également parler de solastalgie², une détresse causée par les changements environnementaux. Mais, attention, si ces deux termes sont souvent utilisés comme des synonymes, ils présentent une différence loin d'être négligeable : **alors que la solastalgie désigne une réaction de peur face à une situation vécue, l'éco-anxiété traite quant à elle d'une crainte pour le futur, une angoisse d'anticipation.** Au même titre qu'un stress pré-traumatique, notion que Véronique Lapaige a d'ailleurs utilisée à plusieurs reprises, l'éco-anxiété peut mener à di-

verses manifestations pathologiques relevant de la santé mentale. Loin d'être une maladie à part entière, elle fait tout de même l'objet d'une attention particulière de la part de l'Association Américaine de Psychologie qui la définit comme "une peur chronique du désastre environnemental".

Aujourd'hui et ce depuis quelques années déjà, l'éco-anxiété prend de plus en plus de place dans les discours, tant dans les milieux militants, qu'au sein des médias et même auprès des professionnelles de la santé. Une étude de l'Université Catholique de Louvain estime qu'environ 12% de la population ferait l'expérience d'éco-anxiété de manière fréquente en développant des troubles tels que de la panique chronique, des pleurs ou des difficultés de sommeil. Elle soulève également que "les femmes et les personnes les plus jeunes (moins de quarante ans) sont davantage impacté-es". Selon les chiffres rassemblés par la Fondation Jean Jaurès, en France, les éco-anxieux-ses pourraient représenter entre 17 et 29% de la population d'après différentes enquêtes sur le réchauffement climatique.

Les dangers de l'éco-anxiété

Dans une majorité des cas, l'éco-anxiété vient d'un sentiment tout à fait légitime d'impuissance face à l'urgence écologique et climatique. Ainsi, elle peut faire naître chez les individus qui en souffrent un profond sentiment de trahison envers les responsables politiques, les grands acteurs économiques et le reste de la société, dont l'inaction leur est incompréhensible. A la colère se mêle la tristesse →



Plusieurs semaines après les inondations du mois de juillet, les dégâts sont toujours visibles dans les rues de Pepinster. iStock.com/Thierry Hebbelinc

et le défaitisme, l'impression d'être seul face à une montagne, de ne jamais pouvoir en faire assez pour compenser les erreurs de celles et ceux qui en auraient les moyens. Naissent alors des initiatives extrêmes : grève des naissances, minimalisme et zéro-déchet à son paroxysme, privation, ... Tant d'actions et de styles de vie militants qui participent à approfondir la fracture entre l'individu et la société dans laquelle il évolue.

Cette contradiction entre l'engagement de ceux et celles qui vivent l'urgence climatique au quotidien et celles et ceux qui l'ignorent, volontairement ou non, résonne également à une échelle bien plus personnelle. Ainsi, peut naître un certain défaitisme face aux difficultés que représente le fait de vivre ses valeurs malgré la désillusion d'un monde qui n'est pas (encore) prêt à changer. Une personne atteinte d'éco-anxiété est en proie à de nombreuses dissonances cognitives opposant leur désir de réagir à l'urgence écologique à leur peur de perdre leurs repères sociaux, leurs habitudes et leur confort de vie, leurs liens avec les normes sociétales qu'ils³ ont toujours connues...

Cette ambivalence émotionnelle peut être extrêmement destructrice. En perdant foi en l'avenir du monde et en étant confronté-es à leur propre impuissance face à ce constat, les éco-anxieux-ses perdent foi en leur propres capacités à survivre au quotidien, iels vivent dans un monde qui a perdu de son sens. Survient alors une série de symptômes : isolement social, dépression plus ou moins sévère, fatigue, perte de motivation pour les activités de la vie quotidienne, ... Selon l'étude menée par Alexandre Heeren pour l'Université Catholique de Louvain, "l'éco-anxiété entrave le bien-être d'une proportion importante de personnes et [...] constitue une menace pour l'adaptation comportementale au changement climatique. [...] Lorsque l'éco-anxiété est trop intense, elle coupe toutes capacités d'actions."

La résilience intérieure, un apaisement nécessaire et possible

Comment guérir de son éco-anxiété alors qu'il s'agit d'un mal tout à fait légitime, relevant plus d'une crise existentielle que d'un trouble psychique ? Pour Véronique Lapaige, "il ne faut pas voir l'éco-anxiété uniquement comme un problème mais aussi comme un moteur pour changer les choses. Ce sentiment conduit les gens à adhérer à certaines valeurs, à un engagement intérieur. Ils vont prendre position dans le débat public, se rassembler et un leadership collectif peut alors émerger".

En effet, pour Pablo Servigne⁴, c'est uniquement une fois qu'on a accepté son éco-anxiété que l'on peut réellement la vivre de manière active et positive. Comme pour le travail de deuil, la phase d'acceptation est essentielle afin de se donner les moyens de mettre sa prise de conscience au service de notre engagement. Mais cette prise de conscience est loin d'être négative et, comme le dit si bien Pierre-Eric de Sutter, il ne faut pas avoir peur du collapse. C'est seulement en absorbant le choc, que l'on peut atteindre une certaine forme de paix, un état de résilience intérieure qui nous renforce dans nos convictions.

Sous un angle psychologique, la notion de résilience renvoie à la capacité d'une personne à dépasser son traumatisme, à s'adapter et à résister au choc qu'il a reçu. Pour se faire, il est important de ne pas se laisser à la contemplation nostalgique du monde que nous voyons s'effondrer : il faut mettre en place des actions individuelles ou collectives. Il y a une dizaine d'années, Pierre Rabhi contait la légende amérindienne du colibri : Un jour, il y eut un immense feu de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul un petit colibri s'affairait, allant chercher quelques gouttes d'eau de la rivière avec son bec pour les jeter sur le feu.

Après quelques allers-retours, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : "Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces quelques gouttes que tu éteindras le feu !". Et le colibri lui répondit : "Je sais. Mais je fais ma part."

Si l'histoire du colibri nous entraîne à dépasser notre tétanie et notre désespoir, nous ne pouvons pas oublier l'importance de rester indulgent envers nous-même. Le premier problème de l'éco-anxiété n'étant pas le manque d'engagement de celles et ceux qui la subissent mais leur désillusion de ne pas pouvoir en faire suffisamment pour inverser la catastrophe socio-environnementale. "Faire sa part" n'équivaut pas à sacrifier sa santé, mentale ou physique, au noms de valeurs ou de causes qui nous sont chères. Ainsi, dans tout travail de transition écologique, il est important de s'accorder du temps, de déconnecter des informations anxieuses qui gravitent autour de nous et de vivre en

Si vous souffrez d'éco-anxiété :

Malheureusement, l'éco-anxiété n'est pas encore réellement reconnue par le milieu psycho-médical. Si un suivi psychothérapeutique peut être important et même nécessaire dans certains cas, il faut faire preuve de prudence quant aux promesses de soi-disant "éco-thérapeutes". La meilleure démarche serait de se tourner vers des collectifs ou des groupes de parole et d'actions tels que l'asbl Les Fougères (<http://www.lesfougères.be>) ; Terre et Conscience (<https://www.terreetconscience.be>) ; les ateliers de "travail qui relie" de Terreveille (<http://terreveille.be>) ; les différentes initiatives reprises au sein du Réseau transition et notamment ses formations régulières en écopsychologie (<https://www.reseautransition.be>) ; ...

pleine conscience. C'est en posant des actions que naît l'espoir et non le contraire. C'est un constat qu'a pu faire Géraldine Rémy, éco-anxieuse et auteure de deux livres autour de sa transition écologique et intérieure. Elle soulève notamment l'importance de trouver du soutien au sein d'initiatives collectives qui partagent les mêmes préoccupations et de garder une attitude bienveillante, à la fois envers soi-même et envers les autres.

Zoé Vandermeeren

Chargée de projet en coopération internationale et d'Education à la citoyenneté, Eclosio.

Pour aller plus loin :

Lectures :

- Géraldine, R. (2020). Qui veut la peau de la licorne ? De l'éco-anxiété à la résilience intérieure. Ker Editions.
- Servigne, P., & Stevens, S. (2015). Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes. Seuil.
- de Sutter, P., & Steffan, L. (2020). N'ayez pas peur du collapse. Desclée De Brouwer.

Podcast :

- Éco-anxiété : Desbiolles, A., Bertier, E., Girard, Y., & Lopez, S. (Invités). (2021). Radio Recyclerie [Podcast Audio]. <https://www.larecyclerie.com/podcasts/eco-anxiete/>
- Remy, G. (Invitée). (2020). La vie du bon côté [Podcast Audio]. www.rtbef.be/auvio/detail_de-l-ecoanxiete-a-la-resilience-interieure?id=2670723

- 1 La collapsologie, qui est un terme fortement critiqué pour son manque de rigueur scientifique, consiste en l'étude de la théorie de l'effondrement (ou des effondrements). Elle propose une analyse transdisciplinaire des différentes altérations de notre monde qui mèneraient in fine à la fin de notre civilisation telle qu'on la connaît.
- 2 Terme inventé par le philosophe australien Glenn Albrecht, après son travail auprès d'agriculteurs ayant observé la dégradation de leur environnement direct, pour décrire la douleur de perdre son habitat, son refuge, son lieu de réconfort.
- 3 Dans un souci d'inclusivité, j'utiliserai le pronom iel(s), de la troisième personne du sigulier (ou du pluriel), d'ailleurs reconnu récemment par le dictionnaire le Petit Robert, pour désigner les personnes sans distinction de genre.
- 4 Pablo Servigne est l'un des fondateurs de la collapsologie et co-auteur du livre "Comment tout peut s'effondrer", il travaille notamment sur le concept de résilience intérieure face à la transition écologique.

Justice climatique et justice sociale, deux combats complémentaires

A l'heure actuelle, les enjeux climatiques sont particulièrement cruciaux et ils semblent susciter l'intérêt de l'opinion publique. Il est alors important de mettre en lumière le problème sociétal de fond afin de ne pas laisser l'urgence climatique seule sur le devant de la scène sans la placer dans son contexte systémique. Le changement climatique n'est pas seulement un problème environnemental, mais "c'est aussi, et peut-être même avant tout, un problème politique et géopolitique" comme l'explique François Gemenne. Les pays les plus impactés par les changements climatiques ne sont pas ceux qui en sont les plus responsables. George Marshall ajoutera qu'il est temps d'arrêter de dire que c'est un problème exclusivement environnemental, car c'est un problème qui relie toutes les défaillances systémiques, qu'elles soient économiques, politiques, ou sociales. **Si on veut venir à bout du problème, il est temps de changer le système qui cause des crises. Plutôt que de dissocier l'environnemental et le social, pourquoi ne lie-t-on pas les deux ? Pourquoi le social ne serait-il pas un levier d'action pour aller vers une transition écologique plus égalitaire ?**

Les inégalités à la base des problèmes

Le prisme du changement climatique¹ se place dorénavant souvent comme courant dominant, mais est-ce qu'il n'y a qu'une certaine classe sociale qui va entrer en transition écologique? On pourrait croire que seuls les plus aisés, une fois conscientisés, vont pouvoir agir dans cette optique. Or, des recherches montrent que la conscience des enjeux écologiques a quasiment un impact nul sur l'impact écologique. La seule variable qui influence véritablement l'empreinte, c'est la richesse, comme l'explique Guillaume Lohest. Plus élevée est le capi-

tal, plus élevée est l'empreinte. Les inégalités sont donc à la source du problème. Comme le démontre François Gemenne, 70% des gaz à effet de serre sont émis par 1 milliard d'êtres humains. Et en Europe, nous en faisons partie, nous avons donc tous notre rôle à jouer car nous sommes dans la partie riche de la société. Ici, même les 50 % des citoyens "les plus pauvres" émettent actuellement deux fois plus de CO₂ que l'objectif visé de 2 tonnes par an et par personne. Les inégalités peuvent engendrer un impact disproportionné. Oxfam nous montre qu'en Belgique, les 10% les plus riches "émettent autant de CO₂ que l'équivalent de la population de la Hongrie, de la Suède, de la Finlande ou du Danemark". Il y a donc, à la base, un impact plus important d'une partie de la population pourtant souvent considérée comme l'"élite" et comme un modèle à atteindre. Ne serait-il dès lors pas bon d'arrêter de viser un modèle sociétal prônant l'accumulation des richesses individuelles et donc fondé sur les inégalités ? Ne serait-il pas temps de changer la structure de la pyramide elle-même ? Pourrions-nous réinventer notre façon de regarder le monde, arrêter de croire que le haut de la pyramide est le but à atteindre et ainsi avancer vers un monde solidaire en harmonie avec la nature ?

Les problèmes de la faim dans le monde sont également un bon exemple pour illustrer ces inégalités. L'ONG SOS Faim nous montre en effet à travers son documentaire "Sur le champ !" que sur Terre, il y a de quoi nourrir 12 milliards d'êtres humains, or, 25 000 personnes meurent de faim chaque jour dans le monde. Alpha Gado expliquait déjà en 1993 que des problèmes sociaux étaient à la source des famines et que celles-ci ne devaient pas être considérées comme des conséquences inévitables des accidents climatiques. Il y a donc un problème social engendré par les inégalités qui se creusent.

C'est en abordant les problèmes dans leur ensemble, qu'on peut cibler la solution à mettre en place, qui n'est pas, dans ce cas-ci, l'augmentation de la production, mais une meilleure répartition. Cet exemple met en lumière la nécessité de produire des modèles alternatifs, durables, justes et davantage centrés sur l'humain, des modèles qui permettraient ainsi d'éviter les crises à répétition.

La crise comme productrice de possibilités ?

On entend aujourd'hui beaucoup parler du terme de "crise". Les crises sont souvent rangées dans différentes cases et traitées de manière séparée. On parle donc de crise économique, de crise environnementale, de crise sociale, et à l'heure actuelle encore plus de crise sanitaire. Dans la complexité des crises, l'approche la plus souvent favorisée est celle qui va mettre en avant des causes apparentes et mobiliser des indicateurs visibles et instantanés. Cependant, une analyse basée seulement sur les indicateurs apparents des crises, souvent privilégiée par les décideurs, peut comporter des biais importants. Il faudrait chambouler les perspectives, jusque-là confinées dans une optique de résolution des problèmes conjoncturels. Au-delà d'une réalité sociale, le terme de crise renvoie également à "un mode de gouvernement de cette réalité" (Bonnecase & Brachet). Que les crises soient sociales, sanitaires, écologiques ou économiques, elles tendent à révéler les faiblesses structurelles des sociétés. **Il faudrait envisager la crise comme une source d'opportunité capable de pointer un système défaillant. Il s'agit donc de ne pas occulter le fond du problème et en dévoilant les causes structurelles, permettre à la crise d'être productrice de possibilités².** En effet, le seul moyen efficace pour éviter que les crises ne se multiplient, est de trouver la source du problème, pour agir sur les causes, plutôt que d'attendre de subir les conséquences avant d'agir. Une fois les causes prises en compte, "il vaut mieux penser le changement que

changer le pansement" (Francis Blanche).

La crise du coronavirus pourrait donc, elle aussi, servir de sonnette d'alarme pour s'éveiller et penser à un nouveau monde qui mettrait en avant la solidarité de l'humanité en partenariat avec la nature. C'est ce que préconise entre autres Jan Oberg qui parle d'une "nouvelle normalité nécessaire". On entend beaucoup dire qu'il faudrait "revenir à la normale" en ces temps de Covid. C'est ce qui se produit fréquemment à la suite d'événements traumatisants quand on ressent le besoin de retrouver un sentiment de sécurité. Mais il se peut que la "normalité" ne soit plus possible, ni souhaitable aujourd'hui. Cette crise a été un élément supplémentaire pour nous montrer que le système en place est la cause de la multiplication des crises

Oxfam nous montre qu'en Belgique, les 10% les plus riches émettent autant de CO₂ que l'équivalent de la population de la Hongrie, de la Suède, de la Finlande ou du Danemark".

et qu'il est donc loin d'être une normalité souhaitable. Il est temps de prendre conscience de la problématique profonde. Sinon, "ne pas voir le problème, c'est faire partie du problème" (Mr Mondialisation). De plus, avec cette crise, les inégalités se sont encore plus creusées. Et qui dit monde inégal dit monde malheureux. Le livre "Pour vivre heureux, vivons égaux !" nous montre les corrélations entre le niveau d'égalité et les problèmes sociaux et de santé, comme par exemple les taux d'homicides, le nombre de maladies mentales, le ni-

veau de stress, etc. Il y a une causalité réelle entre inégalités et mal-être. C'est donc maintenant ou jamais qu'il est temps de voir les limites de notre modèle actuel et faire en sorte de changer le système et pas le climat.

C'est un changement qui doit être envisagé à l'échelle mondiale pour permettre une "remise à plat du système financier international". Il s'agit alors de regarder plus loin pour réfléchir au type de société qu'on veut après ce choc sanitaire, comme l'explique Bruno Colmant. Il souligne que, pour le moment, en Belgique, on est dans une économie duale, ce qui engendre un écartèlement sociétal. On est dans une société qui est de plus en plus →

à deux vitesses car le néolibéralisme est un modèle qui est "par essence inégalitaire", et rien de bon ne peut découler d'une société qui ne met pas en œuvre la solidarité. De plus, le néolibéralisme s'est fait sa place en mettant en avant ses capacités à aller vers la croissance, quitte à engendrer des inégalités. Mais le bien-être économique doit-il absolument se faire au détriment du bien-être humain ? En Europe, l'Etat providence a fondé la solidarité de nos sociétés et on se rend compte aujourd'hui que le modèle néolibéral et l'Etat providence sont en fait rentrés en collision car ils ne sont pas combinables. L'Etat providence est un système d'Etat social qui permet un moindre croissance mais à l'avantage de réduire les inégalités. Alors plutôt que de vouloir la croissance du PIB coûte que coûte, ce qui implique de consommer plusieurs fois les ressources de la planète, ne serait-il pas bon de revoir les indicateurs ? Peut-on sortir de l'illusion qu'il faut produire à foison ? Nous sommes dans un monde global et interdépendant, pourrions-nous dès lors viser la croissance de la solidarité, de l'égalité, du développement des espèces, de la pérennité du système, comme le suggère notamment Aurélien Barrau ? Serait-il possible de faire reculer l'imaginaire néolibéral basé sur l'idée qu'il faut la carotte du profit pour faire avancer l'âne ?

Si nous voulons œuvrer pour un monde meilleur et plus égalitaire dans le respect de l'environnement, passons de solitaires à solidaires.

et agissons, tout d'abord chacun à notre niveau. Comme le dit l'adage, il s'agit de se changer soi-même avant de changer le monde. On a chacun notre rôle à jouer. En plus de ça, il s'agit également de ne pas se limiter à "faire sa part". On peut voir que les objectifs climatiques sont souvent visés à l'intérieur de nos propres frontières et certains pays vont ainsi faire en sorte de polluer ailleurs pour limiter leur chiffre de pollution interne. L'enjeu aujourd'hui est de parvenir à une citoyenneté mondiale, à une mondialisation des idées et de la justice.

Il faudrait donc pour cela que la population ouvre les yeux face aux enjeux et se rende compte que l'homme est allé trop loin dans un développement incontrôlé en épuisant les ressources aussi bien naturelles qu'humaines. On ne peut plus

nier qu'en tant qu'humains, nous avons un impact. Et c'est en prenant en considération notre responsabilité collective que nous pourrions parvenir à cette citoyenneté mondiale. Il y a une inégalité dans le taux d'incidence écologique mais il s'agit de ne pas tout remettre sur le dos des autres. Nous devons admettre notre impact et nous pouvons le transformer en impact positif, nous faisons partie du problème mais nous pouvons mettre en place des solutions en transformant l'émotion en action. On peut tout recréer, tout réinventer.

On peut par exemple décider d'être des citoyens actifs plutôt que des consommateurs passifs. En effet, en tant que citoyens, nous pouvons viser le pouvoir d'écoute plus que le pouvoir d'achat, de manière à ce que les actions urgentes puissent se mettre en place. Les lobbies marchands parviennent à avoir un impact sur les décisions prises. Or, pour aller vers une société solidaire, il ne faut pas que la sphère marchande englobe toute la démocratie et toute expression politique. La politique est de nos jours déjà largement induite par des ajustements de court terme et des réactions aux stimuli économiques. Faisons donc en sorte que les lobbies citoyens⁴ soient les plus impactants de manière à ce que les politiques prennent en

compte le long terme, qui est particulièrement important pour ce qui est relatif aux changements climatiques, et réfléchissent ainsi au-delà des cycles électoraux.

Un modèle d'économie sociale et solidaire semble détenir des principes adaptés pour le monde d'après. C'est une économie au service de l'humain et non l'inverse. Elle vise à "remettre l'humain et son territoire naturel au centre, non pas en les exploitant à outrance mais en s'adaptant à leurs besoins et à leurs capacités" (Ecopreneur). De plus, il s'agit d'un modèle résilient qui a déjà une place importante au niveau mondial et peut donc être une véritable alternative au système actuel générateur de crises. Thierry Jantet explique que l'économie sociale a la vertu d'offrir une solution qui permet de traiter en même temps le social, l'écologique et le démocratique. Non seulement elle peut mais elle doit grandir afin d'offrir un système nouveau. Elle ne veut pas être unique, ne veut pas monopoliser, mais veut prendre sa place. Cela semble donc pouvoir s'associer à l'idée de "diversité des économies". Cette notion découle entre autres de la vision de Gandhi de dire **qu'on peut prendre le meilleur de plusieurs systèmes pour en créer un nouveau. Alors pourrions-nous nous unir dans notre diversité, nos divers modes de pensées pour réinventer notre système et repenser une citoyenneté mondiale solidaire ?**

Tatiana Malchair

Diplômée en sciences de la population et développement et étudiante en économie sociale, ULiège.

- 1 George Marshall mettra l'accent sur la nécessité de parler de réchauffement climatique plutôt que de changement climatique qui contient davantage cette idée de répercussion négative. On peut constater l'importance des mots qui vont mettre en lumière ou occulter certains faits.
- 2 En chinois, le mot crise est composé de deux caractères : le premier est le danger et le deuxième, l'opportunité. Le mot chinois semble donc associer les deux, ce qui permettrait, face au danger, de voir une opportunité pour changer.
- 3 On peut de nouveau noter l'importance des mots et de ce qu'ils peuvent mettre en avant. Plutôt que de parler de distanciation physique, on parle donc de distanciation sociale.
- 4 Un lobby citoyen vise à développer une culture de la participation citoyenne afin de renforcer la capacité d'agir des individus pour peser dans la balance. Le collectif Rise for Climate Belgium vise ainsi à prendre sa place sur l'échiquier et il s'avère que son cofondateur est professeur d'échec, ce qui semble donc bien approprié.

Recommandations / sources :

Conférences

- The world after the Corona virus with Jan Øberg, 2021, https://www.youtube.com/watch?v=4mk_bZln828
- Quelles solutions économiques face à l'urgence climatique?, Gaël Giraud, 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=Xy50-n9uFjVg>
- Bruno Colmant dans les sentinelles : "Rien de bon ne peut découler d'une société qui ne met pas en œuvre la solidarité", 2021, https://www.rtf.be/emission/les-sentinelles/detail_bruno-colmant-dans-les-sentinelles-rien-de-bon-ne-peut-decouler-d-une-societe-qui-ne-met-pas-en-oeuvre-la-solidarite?id=10724994
- Guillaume Lohest, Réduire les inégalités ou renoncer au monde d'après, 2021, <https://www.cncd.be/Midi-Info-namurois-Reduire-les>
- Aurélien Barrau appelle à une révolution écologique, 2019, https://www.rtf.be/tendance/green/detail_aurelien-barrau-appelle-a-une-revolution-ecologique-immEDIATE?id=10221111

Documentaire :

- Sur le champ !, SOS Faim, 2020

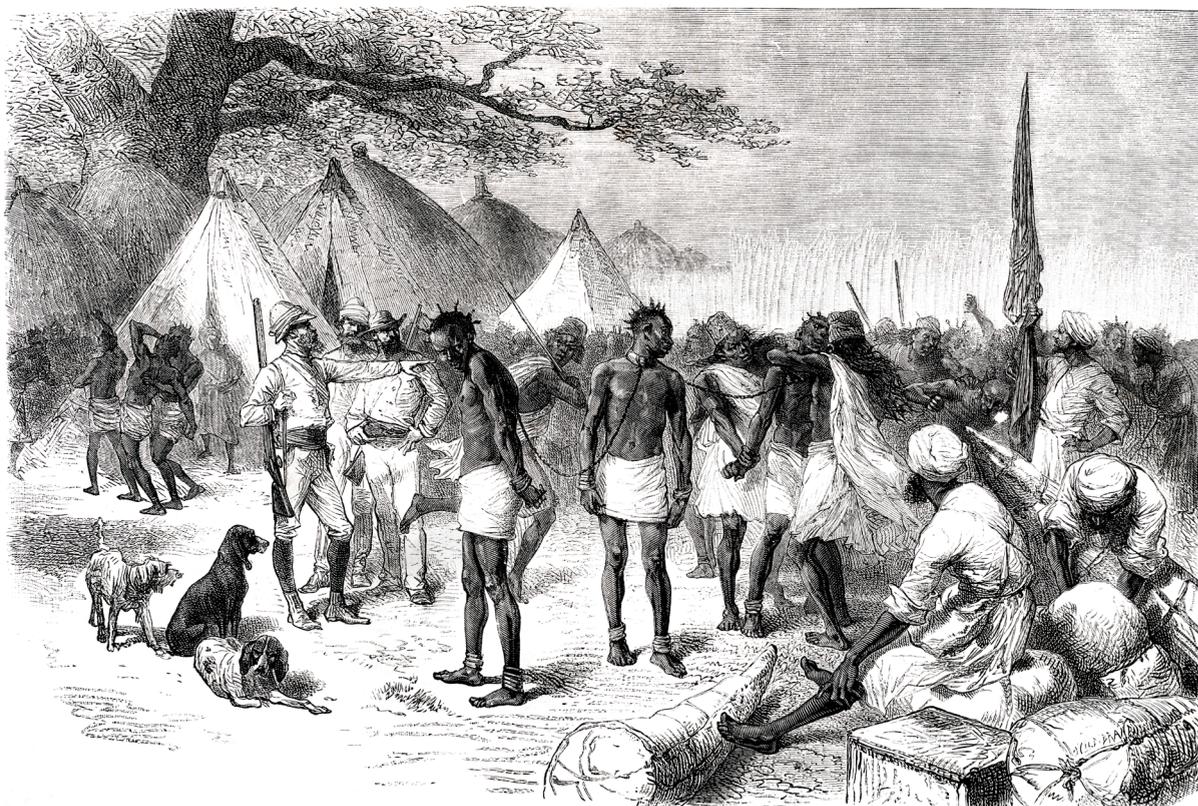
Lectures :

- Rapport du GIEC, 2018, " Plus on laisse le climat dériver, plus le monde sera injuste", <https://ideas4development.org/rapport-giec-objectif-degre/>
- François Gemenne, 2009, Géopolitique du changement climatique
- George Marshall, 2014, "Le syndrome de l'autruche, pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique"
- Thierry Jantet, 2021, "Economie sociale et solidaire - la clé des possibles"
- Oxfam, 2020, "Combattre les inégalités des émissions de CO2 dans l'Union Européenne"
- Pickett Kate, Wilkinson Richard, 2019, "Pour vivre heureux, vivons égaux !", Les Liens qui Libèrent.
- Châteauneuf Anne, 2020, "Sociologie du risque et crises sanitaires: un éclairage sur la pandémie du coronavirus".
- Boureïma Alpha Gado, 1993, Une histoire des famines au Sahel, étude des grandes crises alimentaires (XIXème – XXème siècles), L'Harmattan, Paris.
- Vincent Bonnacase, Julien Brachet, 2013, "Les "crises sahé-liennes", entre perceptions locales et gestions internationales" in Bonnacase Vincent (dir.), Crises et chuchotements au Sahel, Karthala, Paris, pp.5-23.
- Rutger Bregman, 2020, "Humanité, une histoire optimiste", Seuil.
- Ecopreneur, 2021, "Economie sociale et solidaire, 8min pour tout comprendre", <https://ecopreneur.fr/economie-sociale-solidaire/>

14 En avant vers le monde d'après

Comme le dit Rutger Bregman, nous avons vu au cours de ces derniers siècles que, si ce sont les règles et les protocoles qui régissent la société, nous pouvions perdre de vue la dimension humaine. C'est un constat qui a pris d'autant plus d'ampleur depuis plus d'un an avec le protocole sanitaire. Les règles de distanciation sociale³, entre autres, montrent bien que la dimension humaine a été perdue de vue. Si nous voulons œuvrer pour un monde meilleur et plus égalitaire dans le respect de l'environnement, passons de solitaires à solidaires.

Un autre monde est possible si nous unissons



Mémoire coloniale :

Histoire du passé ou futur de toutes et tous ?

16 **U**n an et demi après les faits, les mots et les images hantent encore nos esprits "I can't breathe", "Please stop, I can't breathe!". Inflexible, genou appuyé, lourd. Les minutes paraissent des heures, jusqu'à ce qu'elles deviennent éternité. Trou noir... Georges Floyd est mort.

Cet épisode dramatique que nous avons tous vécu depuis nos écrans, quasiment retransmis en direct sur tous les réseaux sociaux, n'a cette fois pas pu tomber dans les oubliettes abyssales des actualités journalières : La vidéo montre tout, c'est l'abus de trop. L'assassinat de George Floyd a réveillé une mémoire collective douloureuse qui, trainée depuis des décennies et ballottée entre mise en doute et convictions, a finalement

été rouverte ; et telle une plaie à vif, il est nécessaire qu'elle soit traitée avec soin, sinon elle gangrènera l'entière du corps sociétal jusqu'à l'irréversibilité.

Suite au décès de Georges Floyd, le Mouvement Black Lives Matter (BLM) a repris le flambeau de la lutte et fait revivre les mouvements décoloniaux à travers le monde, permettant dans la foulée de remettre des sujets quelques peu délaissés en Belgique sur la table : le racisme structurel, le passé colonial belge ou encore son enseignement scolaire totalement inexistant...

Plongeon tête la première dans le terrain fertile de la décolonisation et des mouvements décoloniaux !

"Mouvement décolonial", qu'est-ce qu'on décolonise exactement ?

Comme le souligne Nadia Nsayi, politologue de la KU Leuven et autrice décoloniale, la décolonisation c'est avant tout un processus mental : La Belgique, à la fin XIXe siècle, a dû construire un imaginaire, une idéologie qui lui permit de coloniser l'Afrique centrale en toute légitimité. Cette rhétorique coloniale s'est ancrée dans les théories racialistes de hiérarchisation des races et des cultures et a été propagée vers la population civile notamment par des expositions universelles ou par les enseignements dès l'école primaire. Malheureusement, cette propagande coloniale est arrivée jusqu'à nous, sous des formes différentes certes, mais dont la violence symbolique est, à certains égards, restée intacte. La décolonisation commence là. Matthew Stanard, historien et chercheur américain, appelle cela la "culture coloniale", et la première étape de la décolonisation, c'est identifier cette culture, la comprendre, ainsi que de comprendre comment elle s'est construite en nous, pour pouvoir la déconstruire et, "décoloniser nos esprits".

Cette culture est évidemment multiforme. Elle s'image par des représentations, des stéréotypes associés aux personnes d'origine ou de nationalité des anciennes colonies, sur les pays des anciennes colonies et leur fonctionnement, mais aussi sur la colonisation, l'acte colonisateur en lui-même. Bien souvent elle est inconsciente, intériorisée profondément dans l'esprit des personnes qui, dès leur plus jeune âge, ont été mis en contact avec ces représentations et ces idées. Typiquement, durant le XVIIIe siècle, siècle des lumières et des progrès en tout genre, l'humanité était envisagée sous le prisme d'une échelle de la civilisation, dont l'Europe était considérée comme l'apogée, le point le plus culminant, le plus civilisé. Tout ce qui s'en détachait, que ce soit du point de vue politique, organisationnel, sociétal ou culturel, était considéré comme inférieur, voire parfois arriéré ou primitif. Cette idéologie a permis de légitimer les missions civilisatrices en Afrique centrale censées "éduquer", "civiliser" et "évangéliser" les africains, dont les cultures et sociétés étaient jugées non-civilisées, sauvages, et cela a aussi permis le pillage des ressources du continent.

S'il paraît aujourd'hui évident à une majorité de belges que cette rhétorique est raciste et qu'il serait choquant d'entendre cela sortir de la bouche de quelqu'un en 2021, les réminiscences de la culture coloniale sont bel et bien toujours présentes dans notre quotidien, et encore plus dans le quotidien des personnes racisées. Comment faire le lien entre un passé presque caricatural tellement les idéologies étaient choquantes, et les multitudes de situations discriminantes éprouvées par les afro-descendants de et en Belgique aujourd'hui ?

Racisme et discriminations, quelques pommes pourries dans le panier ?

Le racisme, en Belgique comme ailleurs, s'observe sur plusieurs niveaux : du racisme individuel on parlera comme un racisme opportuniste, identifiable et dirigé : un homme noir insulté de fainéant dans la rue parce qu'il a une démarche décontractée ; une femme portant la voile traitée d'intégriste... C'est certainement la forme de racisme la plus palpable et la plus reconnaissable parce qu'elle est directe et brutale ; c'est aussi pour certains, le seul et unique racisme existant, tout le reste étant affabulations. Le racisme institutionnel, lui, s'inscrit de manière beaucoup moins opportuniste et s'ancre dans le long-terme et l'intériorisation, contrairement au racisme individuel qui lui, est typiquement extériorisé. La discrimination à l'embauche est un exemple parlant : Selon une étude datant de 2019¹, les candidats d'origine nord-africaine ont 20% de chance de moins que les autres d'obtenir une entrevue (Le Monde, 2020). "Violences et brutalités policières, profilages ethniques, légitimation de la parole raciste à travers les discours de certains élus et partis politiques exerçant de hautes fonctions gouvernementales sur le devant de la scène [...], discriminations, invisibilisation sur le marché de l'emploi, dans les médias [...], dans le secteur culturel et dans tous les autres secteurs de la société" sont autant de secteurs dans lesquels le racisme institutionnel s'épanouit silencieusement (Gossiaux, 2020). Cette forme de racisme est véhiculée par des représentations, des préjugés, des stéréotypes qui, s'ils sont souvent non-conscientisés par les personnes qui les font vivre, construisent des barrières invisibles tout autour des personnes d'origine et/ou de nationalité étrangère, qui devront fournir des efforts considérablement →

plus éprouvants que, dans notre cas, des personnes d'origine et de nationalité belge, dans la construction de leur avenir, ou simplement dans leur survie de tous les jours.

Comme l'exprime parfaitement le collectif asbl Vie Féminine, "[Le racisme], comme le patriarcat ou le capitalisme, est un « système de domination ». Concrètement, c'est une organisation de la société à partir de croyances (les « préjugés », par exemple) et de pratiques qui vont définir, classer et hiérarchiser des groupes sociaux entre eux. L'objectif d'un système de domination ? C'est d'imposer la domination d'un groupe social sur l'autre» (Collectif asbl Vie Féminine, 2018). Dans ce contexte, les actes racistes isolés ne sont "que" les preuves visibles et directes de ce système oppressif envers des personnes désignées. Oui, ce sont toujours quelques pommes pourries qui oseront être frontalement violent. Mais le panier dans lequel elles se trouvent n'y est pas pour rien, loin de là.

Plaidoyer pour une éducation historique, citoyenne et solidaire du colonialisme

Les violences racistes du passé sont donc devenues les discriminations raciales d'aujourd'hui. Comment ? Matthew Stanard, dans son livre "Selling the Congo", propose cinq pistes de compréhension par lesquelles la "culture coloniale" a été perpétuée jusqu'à nous : Les musées et les expositions, les statues et représentations figuratives dans l'espace public, l'enseignement (qui au fil des années, deviendra le non-enseignement), et la production cinématographique. Rappelons par exemple, que le dernier zoo humain belge fût inauguré en 1958, soit seulement deux ans avant l'indépendance du Congo. Ou que l'AfrikaMuseum de Tervuren, inau-

guré en 1897 comme l'extension en l'honneur de l'entreprise coloniale de Léopold II de l'exposition universelle à Bruxelles de la même année, a gardé inchangée pendant plus de cent ans la manière dont elle racontait la colonisation du territoire congolais, c'est-à-dire, de manière eurocentrée, impérialiste et sous l'égide de "l'entreprise civilisatrice bienfaitrice et désintéressée".

Mais s'il est un héritage qui fait plus parler de lui que tous les autres, c'est le vide éducatif abyssal dont jouissent les élèves du nord comme du sud du pays à l'égard de l'histoire même de leur propre pays. Si par le passé, le colonialisme était enseigné dans les écoles dès le plus jeune âge comme quelque chose de bienfaiteur, et pour le pays colonisé, et pour les colonisateurs ; lorsque le glas de l'indépendance sonna pour le Congo Belge, cette histoire, qui est la nôtre, fut petit à petit passée sous silence, jusqu'à ne plus exister dans les référentiels éducatifs belges.

Et à l'instar de l'efficacité démontrée de la propagande sur les esprits des plus jeunes comme assurance de perpétuation idéologique, n'y a-t-il pas une arme plus utile que l'éducation pour la contrer ? « La Belgique doit reconnaître la véritable ampleur de la violence et de l'injustice de son passé colonial afin de s'attaquer aux causes profondes du racisme actuel auxquelles sont confrontées les personnes d'ascendance africaine", et à cet égard, l'éducation du passé colonial belge dans l'enseignement primaire et secondaire est primordial et fondamental.

Alors concrètement, décoloniser les esprits, ça sert à quoi ? Ouvrir la mémoire coloniale, c'est donc d'abord comprendre et déconstruire le racisme ordinaire qui nous habite, que nous avons hérité de

la période coloniale. C'est certainement l'étape la plus complexe tant ces représentations sont ancrées dans notre culture. Réparer cette mémoire coloniale collective, c'est regarder et se réapproprier notre histoire pour ce qu'elle est réellement, même si ça fait mal ; pour comprendre et agir sur les conséquences du présent et construire un futur avec les diasporas présentes en Belgique, et pas seulement des anciennes colonies, qui idéalement, serait débarrassé du racisme. Une utopie ? Certainement pas un travail exécutable en un claquement de doigts certes, mais pas une utopie. Une volonté politique forte et une mise à l'agenda comme élément urgent est nécessaire, en même temps qu'un processus de déconstruction de cette "culture coloniale" qui nous habite tous, qu'on le veuille ou non.

Alors, comment faire à notre échelle ? Comment déconstruire notre esprit, nos propres représentations, qui, sont profondément intériorisées dans notre culture à tel point que nous ne le remarquons plus ? L'action la plus évidente : apprendre. Apprendre ce qu'est la réalité de la colonisation, l'histoire de la Belgique et du Congo. Comment la culture coloniale s'est intégrée petit à petit dans notre folklore et nos traditions. Apprendre avec humilité, sans frustration, sans culpabilité et sans fragilité. Nous ne sommes pas responsables des actes du passé, mais nous devons être responsables du changement. Déconstruire sa mentalité prend du temps, c'est un processus de chaque instant. Ce premier travail de recherche engage le suivant : la remise en question. Être attentifs aux mots, aux expressions et aux représentations que nous utilisons au quotidien pour désigner ou pour discuter, aux terminologies qu'on emploie. Écouter, considérer et valoriser la parole des personnes racisées. Autant de gestes et de pensées du quotidien qui permettent de déconstruire l'héritage colonial qui est en nous. Aller à la rencontre des collectifs militants qui travaillent ces questions, en tant que personnes concernées et détentrices d'une expérience, mais surtout pour leurs qualités d'expertes. Les personnes racisées ont trop longtemps été exclues des débats et des expertises.

Sarah Bosser

Diplômée en Sociologie à finalité spécialisée en Immigration Studies, ULiège..

Pour aller plus loin :

- Livre pour en savoir plus sur la condition diasporique belge face à la colonisation : Nsai, N. (2020). *Dochter van de dekolonisatie*. epo.
- Documentaire pour en apprendre plus sur le système colonial Léopoldien : Bate, P. (Réalisateur). (2004). *Le roi blanc, le caoutchouc rouge et la mort noire* [Documentaire]. Périscope production.
- Podcast France Culture "Décolonisation : Les statues meurent aussi" (28 min), Emission Les Pieds Sur Terre, pour en apprendre plus sur la décolonisation;
- Participer aux visites guidées décoloniales du collectif "Mémoire coloniale et lutte contre les discriminations" (MCLCD), dans les grandes villes de Belgique, qui expliquent l'héritage colonial dans l'espace public belge.
- Suivre les collectifs qui œuvrent à la résolution de ces problématiques : le MCLCD ou le Bamko-Cran.

Bibliographie :

- Baudot, S. (2020). *Décoloniser les esprits*. Démocratie. http://www.revue-democratie.be/index.php?option=com_content&view=article&id=1409:interview-de-nadia-nsayi-de-coloniser-les-esprits&catid=28&Itemid=127
- Collectif ASBL Vie Féminine. (2018, 1 octobre). À quoi ressemblent les trois visages du racisme ? *Axelle Magazine*. <https://www.axellemag.be/les-trois-visages-du-racisme/>
- Dhume, F. (2016). Du racisme institutionnel à la discrimination systémique ? Reformuler l'approche critique. *Migrations Société*, N° 163(1), 33-46. <https://doi.org/10.3917/migra.163.0033>
- Francis, M. M., & Wright-Rigueur, L. (2021). Black Lives Matter in Historical Perspective. *Annual Review of Law and Social Science*, 17(1), 441-458. <https://doi.org/10.1146/annurev-lawsocsci-122120-100052>
- Gossiaux Axel Mudahemuka, C. & FUCID. (2020). L'éducation permanente en lutte contre le racisme et la colonialité en Belgique francophone ? <https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/252334/1/2020.ET-de%CC%81colonisation-EP.pdf>
- *Selling the Congo: a history of European pro-empire propaganda and the making of Belgian imperialism*. (2012). *Choice Reviews Online*, 50(01), 50-0508-50-0508. <https://doi.org/10.5860/CHOICE.50-0508>
- Tevanian, P., & Bouamama, S. (2017). Un racisme post-colonial. *Investig'Action*. <https://www.investigation.net/fr/un-racisme-post-colonial/>

Quelques repères actuels :

- En 2001, à Durban, la Belgique s'est engagée à rédiger un plan d'action interfédéral contre toutes les formes de racisme. A ce jour, la Belgique n'a toujours pas respecté cet engagement.
- En 2020, un groupe de travail en fa-

veur de la "décolonisation de l'espace public" a été formé sous l'initiative du secrétaire d'état au patrimoine et à l'urbanisme bruxellois, Pascal Smets.

- La réforme des référentiels éducatifs concernant l'apprentissage de la colonisation du Congo par la Belgique a

été promis par la Fédération Wallonnie Bruxelles en 2020. Actuellement, les référentiels en histoire datent de 1999 et ne préconisent qu'une connaissance basique du concept de colonialisme, sans qu'aucun nom de pays ne soit recommandé.

1 https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/01/08/une-etude-montre-des-discriminations-a-l-embauche-significatives-en-fonction-de-l-origine_6025227_3224.html



Avec letstalkabout_be, Juliette et Giovanna invitent les personnes blanches au dialogue et à la réflexion sur des thématiques antiracistes et d'injustice sociale.

Et si le changement commençait par soi-même ?

Petite histoire d'un engagement de longue haleine

Quelques mots-clés :

- 1 **Personne racisée** : personne à qui est assigné une certaine «race» ethnique ou religieuse à cause de certaines caractéristiques physiques. Plus généralement, personne directement touchée par le racisme ou les discriminations liées à la «race».
- 2 **Privilège blanc** : état de fait selon lequel les personnes blanches seraient socialement, professionnellement, économiquement, ... privilégiées/avantagées face aux personnes racisées.
- 3 **Fragilité blanche** : terme utilisé pour désigner l'état émotionnel (souvent observé) chez les personnes blanches face au racisme (ou plutôt aux discussions sur le racisme). On observe notamment du déni, de la défensive, de l'énervement, ... Ces émotions sont souvent liées à une incompréhension du sujet et un potentiel sentiment de culpabilité.
- 4 **Allié-es** : personnes qui soutiennent (ou prennent part à) une lutte sans toutefois être directement concerné/impacté par l'objet de la lutte. Exemple : un homme actif dans des mouvements féministes, un-e blanc-he dans les mouvements anti-raciste, ...

Let's Talk about c'est un compte Instagram engagé qui porte la vocation de parler de concepts rattachés au racisme et à l'antiracisme, pour sensibiliser avec compréhension et pédagogie, des personnes qui de prime abord ne se sentent pas concernées par le racisme, mais qui pourtant, comme nous toutes et tous, peuvent faire bouger les choses par de petits gestes simples !

Je connais ce compte depuis quelques temps, et je dois dire que j'ai trouvé tout de suite qu'elles étaient courageuses d'ouvrir le débat sur des thématiques difficiles, surtout compte-tenu de leur jeune âge. A seulement 24 ans, Juliette, avocate et Giovanna, étudiante à l'ULB en quatrième année de médecine, ont commencé cette aventure en juillet 2020 et, même si ça paraît court, ont déjà fait leur petit bout de chemin ! Entretien avec deux jeunes filles motivées, qui à leur échelle, apportent leur pierre à l'édifice d'un monde plus juste, plus conscient et plus solidaire.

- Juliette et Giovanna, merci beaucoup de partager avec moi votre expérience en tant que créatrices de contenus engagés ! Parlez nous de "Let's Talk About !"

Juliette : Merci à toi de nous recevoir ! En français, "Let's Talk About", cela veut dire "parlons-en !", et notre idée c'est de dire "parlons de racisme ! Arrêtons de faire comme si cela ne nous concernait pas parce que nous sommes blanc-hes". Il est temps d'en parler, de faire place au dialogue sur les injustices sociales, les inégalités raciales, etc., alors on s'est lancées !

- Comment vous est venue cette idée ?

Giovanna : L'idée nous est venue vers l'été 2020. Cette année a vu pas mal de violences policières, notamment le meurtre de George Floyd aux Etats-Unis, mais aussi en Belgique avec les décès de Adil ou Medhi. On s'est senties impuissantes, spectatrices. On avait envie depuis longtemps de faire quelque chose. Pour certaines personnes, le racisme se résume à une insulte sur une couleur de peau, à des actes isolés, rien de plus. Alors comment leur faire comprendre que si Adil, Mehdi ou George Floyd sont morts, ce n'est pas parce qu'ils l'ont cherché, parce qu'ils traînaient le soir dehors ou peu importe, mais à cause d'un système global ? Comment parler des violences policières de manière systémique si la plupart des gens n'ont pas encore compris que le racisme, c'est bien plus que la simple addition d'actes isolés ? C'est de là que nous est venue l'idée de revenir à la base des concepts attachés au racisme, en nous adressant aux personnes blanches, comme nous.

- Comment définiriez-vous votre engagement ?

J : C'est avant tout un engagement personnel, on ne se définit pas comme activistes ou militantes. Il y a une question de dévotion et de dévouement aux causes dans la longueur et sur le long-terme, en plus de la question de l'expérience pour pouvoir parler d'activisme en tant que tel.

G : On n'aurait pas l'audace à notre échelle de nous considérer comme telles alors qu'on a encore tellement de choses à apprendre. En soi nous ne sommes que des interfaces entre les discours des personnes racisées et les personnes blanches qui ne sont pas encore sensibilisées à ces thématiques.

- Quelle est la plus-value des réseaux sociaux ? Pourquoi avez-vous choisi Instagram ?

J : Nous étions étudiantes toutes les deux à l'époque, mais pas dans les sciences sociales, du coup nous ne sommes pas des expertes, loin de là. On a essayé de faire un contenu accessible, où on parle avec nos mots, mis à part les définitions bien-sûr, et les réseaux sociaux se prêtent bien à ce format. Parler de racisme n'est pas facile, c'est beaucoup de déconstruction, de remises en question. Instagram permet de discuter avec les gens de manière calme, à partir de la base.

G : Bien sûr avoir les personnes en face à plus d'avantages et d'impact, mais nous n'avons pas d'expériences pédagogiques pour prétendre aller parler dans les écoles, ni d'expériences de terrain ; alors on a créé quelque chose à notre échelle. C'est une manière de commencer en douceur, avant de se diriger vers quelque chose de plus grand si cela fonctionne.

- Vous parlez de concepts comme le privilège blanc ou la fragilité blanche, des concepts finalement rattachés à des personnes qui ne vivent pas le racisme et sa violence au quotidien, comme vous et moi. Comment vous positionnez-vous par rapport à cela ?

G : Premièrement, on s'inclut vraiment dans ces concepts. On a beau s'éduquer beaucoup sur ces sujets, on reste des filles blanches dans une société dirigée par et pour les personnes blanches. Jamais on ne dira "Nous on a tout compris là-dessus et pas vous", nous aussi on vit encore la fragilité blanche parfois par exemple, et nous sommes des filles blanches qui avons profité indirectement de privilèges que notre position nous donne. Nous, personnes blanches, on est les créateurs de ce racisme, alors on essaye de comprendre ce que ça implique et ce que ça fait.

J : Nous parlons de sujets que vivent les personnes racisées alors que nous nous ne le sommes pas, raison pour laquelle on est prudentes avec la position qu'on prend, la place qu'on prend et notre légitimité à en parler. On écoute les expériences des personnes racisées et on les relaye. Nos vidéos sont basées sur leurs expériences, parce qu'ils/elles nous l'ont transmis, on ne se base pas sur notre vision des préjugés raciaux par exemple parce qu'on ne les vit pas comme eux/elles, ça biaiserait les choses. On a fait relire presque tous nos postes par →

des personnes racisées et expertes sur ces sujets, on a demandé beaucoup de conseils aussi. On a vraiment essayé d'être prudentes quant aux rôles qu'on joue sur ces questions alors qu'on n'est nous-mêmes pas concernées de manière frontale par le racisme. On se permet de parler d'un point de vue théorique, mais dès qu'on en vient aux expériences, on donne la parole, c'est systématique.

G : Oui mais par contre, on profite indirectement du système raciste en tant que filles blanches, alors si on peut alléger un peu le poids de la charge raciale en prenant un peu sur nous le rôle de sensibiliser, qui peut être super énergivore et chronophage pour les personnes qui en plus le vivent au quotidien, alors on le fait avec plaisir. Mais oui on fait toujours beaucoup attention à la place qu'on prend.

■ **Certaines personnes (plutôt des détracteurs) ont tendance à dire que les personnes blanches autant investies dans les problématiques raciales ont une forme de culpabilité du fait de leur blancheur, de redevabilité malsaine. Une honte d'être blanc ?**

J : Je le comprends et je ne dirais pas que ça a quelque chose à voir avec l'histoire car je n'étais pas là quand Léopold II a colonisé le Congo, je n'ai aucun pouvoir d'actions sur le passé et je ne pourrai jamais changer ce qui s'est passé. Je ne me sens pas responsable ou coupable pour ce qui s'est passé. En revanche, je suis coupable si en 2021 je ne fais rien pour comprendre le principe des discriminations et remettre en question ta position.

G : Oui, dire "Je ne suis pas raciste", ce n'est pas suffisant. Savoir que des jeunes sont assassinés à Bruxelles à cause des rapports de domination et du racisme, ça me fait mal et j'ai honte parfois du système dans lequel on vit et déconstruire notre position ça participe au changement. Mais comme dit Jamila Ribeiro "La culpabilité ça mène à l'inertie, mais se rendre compte des choses, ça mène à l'action". On n'a pas choisi notre position certes, et en avoir honte par principe ça ne sert à rien. Mais se rendre compte et agir dessus, ça c'est utile.

J : Je pense que le changement sur le plan personnel est primordial. Si déjà toi tu laisses tomber les livres aux représentations racistes, tes enfants ne les liront pas non plus et peut-être que quand un enfant métisse dans la cour d'école sera exclu parce que les autres ne voudront pas jouer avec lui parce qu'il est "sale", tes enfants le défendront... Au final ça crée une chaîne et ça crée du changement. C'est sur le long-terme c'est sûr mais c'est comme ça qu'on commence.

■ **On imagine bien que votre but est de toucher des personnes qui ne sont pas du tout sensibilisées à ces thématiques mais est-ce que ces personnes s'arrêtent sur votre page ?**

J : C'est sûr que le réel public cible, ce n'est pas celui qui s'arrêtera en premier. On sait que 60% des personnes qui nous suivent sur nos 1500 abonnés sont des personnes racisées, et le reste sont certainement des personnes qui ont déjà un intérêt envers ces thématiques et qui ont déjà entamé un processus de déconstruction d'une manière ou d'une autre. La différence entre le public "espéré" et le public "réel" est là, oui.

G : Notre compte on le voit un peu comme une petite carte de visite et un début vers autre chose. On voudrait s'allier à des collectifs ou des associations

pour pouvoir agir sur des milieux où on toucherait des personnes non-sensibilisées. Dans cette optique-là c'est une force de contenu, mais le format ne touche pas encore beaucoup de monde. Si on a déjà 10 personnes qui ont remis en question leur position et leur condition c'est génial pour nous. Notre public-cible il est difficile à toucher aussi. On ne parle pas des gens qui sont ouvertement contre l'immigration, mais de personnes qui n'ont pas conscience de leur condition, de leurs privilèges ou de leur racisme ordinaire.

J : Oui c'est un pari compliqué de toucher ce public.

■ **Parlez-moi du rayonnement que Let's Talk About a engrangé, des réussites, des collaborations, des retours positifs que vous avez reçus !**

G : De la part des personnes racisées, on a été incroyablement bien reçues ! Beaucoup de forces et de partages. On a été invitées à des lives alors qu'on ne se considère pas encore comme "alliées" car on a encore beaucoup de choses à apprendre et à déconstruire mais on nous voit souvent comme ça. On a été invitées plusieurs fois pour parler de la place des blancs dans le racisme. J'ai été à une conférence il y a quelques jours par exemple où le milieu militant bruxellois était présent et j'ai été accueillie avec bienveillance par des gens qui reconnaissent notre travail. Cela fait vraiment plaisir.

J : Par contre si on nous invite pour parler du racisme de manière générale, on va rarement accepter. Mais si c'est pour parler de la déconstruction de la condition blanche là on est là.

G : Pour ce qui est du côté "blanc", personnellement, je suis devenue un peu la personne de référence dans ma famille et mon cercle d'amis. Les gens sont à l'aise pour parler de cela avec moi donc c'est quand même cool, on peut avoir des conversations calmes depuis qu'ils nous prennent au sérieux. Avant c'était moins possible. On a eu un échange avec une connaissance qui n'était pas d'accord avec nous et on a pu en parler calmement par exemple. Les gens nous prennent plus au sérieux.

■ **Est-ce votre manière de faire bienveillante qui permet aux gens de confronter leur avis au vôtre ? Cela veut dire que vous installez un certain climat de confiance.**

J : Oui, mais c'est plus facile quand les gens ne nous connaissent pas. Quand c'est quelqu'un qui est proche de nous et qui connaît notre investissement et malgré tout s'en fiche toujours, c'est frustrant.

■ **Pour terminer, quels conseils donneriez-vous à un-e jeune qui se sent seul-e, pas légitime pour parler de certaines questions ?**

J : Quand on a l'impression d'être seul-e dans son engagement, il ne faut pas hésiter à aller voir ce qui se fait déjà ailleurs ; il y a toujours des associations ou des collectifs qui font quelque chose. Il faut trouver des personnes relais. C'est déjà une première étape, et quand on s'intéresse à eux ils sont toujours disponibles ! Qui refuserait des bénévoles ou des gens motivés ?

G : Si c'est par rapport au racisme et sur le fait de se sentir légitime ou pas d'en parler, je dirais qu'il ne faut jamais arrêter de s'instruire sur ces questions,

Pour aller plus loin :

- Le livre "Le petit manuel antiraciste et féministe" de Jamila Ribeiro. Philosophe, militante et auteure brésilienne, Jamila propose des pistes de réflexions, des prises de conscience, des témoignages, bref, c'est le manuel antiraciste par excellence pour plonger dans le thème !
- Le livre "Raciste anti-noirs, entre méconnaissance et mépris" de Mireille Tseusi-Robert, présidente de l'association Bamko-Cran, collectif anti-raciste et féministe bruxellois.
- Podcast "Kiffe ta race" par Rokhaya Diallo et Grace Ly représente 64 épisodes (rien que ça !) qui permettent de se familiariser aux concepts qui touchent au racisme.
- Le film documentaire "Trop noire pour être française" d'Isabelle Boni-Clavierie pour ARTE, parle de la place des personnes d'origines étrangères dans la société française.
- Retrouvez sur le compte instagram de Let's Talk About une liste non-exhaustive de toutes les sources et recommandations sur lesquelles elles se basent pour travailler et partager ces thématiques. Alors qu'est-ce qu'on attend ? Le changement, c'est avant tout un état d'esprit : une fois qu'on prend conscience de notre potentiel individuel et du rayonnement qu'il peut avoir, plus rien n'est impossible. Alors, si on commençait la révolution intérieure dès maintenant ?!

lire ce qui se fait, de préférence par des personnes concernées. Si on se sent seul-e ou incompris-e, il y aura toujours des gens pour nous comprendre, comme Juliette l'a dit.

J : Si c'est dans le milieu antiraciste, oui, s'instruire sur les questions qui touchent au racisme c'est essentiel. Il faut comprendre en profondeur pour pouvoir en parler. Nous-mêmes on ne sera jamais totalement déconstruites, totalement lavées de nos privilèges, mais voilà, on essaye de se déconstruire et de sensibiliser à notre échelle.

Sarah Bossier

Diplômée en Sociologie à finalité spécialisée en Immigration Studies, ULiège.

"Quand on a l'impression d'être seul-e dans son engagement, il ne faut pas hésiter à aller voir ce qui se fait déjà ailleurs ; il y a toujours des associations ou des collectifs qui font quelque chose".

Non-mixité, espaces d'expression réservés, libérateurs et nécessaires

Comment vivre son engagement dans le respect d'une certaine forme de mixité ?

24



"Ces dernières années, les événements dits "non-mixtes" se sont multipliés. On les présente comme des espaces safe où la parole est libérée entre individus partageant leurs expériences loin du regard des dominants." iStock.com/South_agency

questionnée et critiquée tant dans la presse que sur les réseaux sociaux. Ces réactions ont soulevé l'importance de questionner la légitimité de chacune à s'exprimer au sein des sphères militantes, ou d'engagement et de mettre en lumière l'intérêt et l'existence d'espaces non-mixtes pour renverser les rapports de domination³ qui peuvent exister dans de telles sphères.

Non-mixité ou mixité choisie, quelle(s) utilité(s) et quelle(s) importance(s) ?

"Ces dernières années, les événements dits "non-mixtes" se sont multipliés. On les présente comme des espaces safe où la parole est libérée entre individus partageant leurs expériences loin du regard des dominants." (Abdellah, 2018). Il faut voir la non-mixité comme un outil, une pratique qui consiste en l'organisation d'espaces (discussions, rassemblements, événements, ...) réservés à des individus qui partagent un ensemble de mêmes caractéristiques relatives à un groupe social minoritaire. "Ce sont des espaces revendiqués de non-cohabitation, [constituant] un mode de militantisme caractéristique de certains mouvements féministes, LGBT ou antiracistes" (Andrade, 2018). La non-mixité permet notamment de s'émanciper des rapports de dominations (patriarcaux, blancs, hétéro-normés, ...) afin de pouvoir s'exprimer librement et en toute légitimité sur des sujets dont celles et ceux qui composent le groupe de discussion sont les premier-es concerné-es.

25

La "mixité choisie" fonctionne selon le même principe en étant moins exclusive, les individus ne s'identifiant pas au groupe minoritaire pouvant assister ou participer aux discussions et aux rencontres en privilégiant les interventions et le bien-être de celles et ceux qui composent cette minorité. Le maître mot de la non-mixité et de la mixité choisie est l'empowerment des opprimé-es.

De telles pratiques ont été mises en place suite à différents constats d'inégalités et de domination au sein des espaces mixtes : partage du temps de →

La fin de l'année 2021 fut marquée par de nombreux rassemblements autour du mouvement "Balance ton bar" initié par la page Instagram du même nom. Suite à la diffusion sur les réseaux sociaux de plusieurs témoignages d'agressions sexuelles et d'utilisation du GHB, la drogue du viol, dans des bars du quartier étudiant du Cimetière d'Ixelles à Bruxelles, le hashtag

"Balance ton bar" a été lancé pour rassembler ces témoignages, visibiliser la parole des victimes et mettre en garde les sorteur-euses face à ces pratiques. Le déferlement de témoignages a mené à la création d'un mouvement "Balance ton bar" dans d'autres villes de Belgique, d'Angleterre et de France et à l'organisation de manifestations autour de la thématique des violences sexuelles. Pour la

plupart, ces manifestations étaient organisées "en mixité choisie", c'est-à-dire que les hommes cis-genre¹ et hétérosexuels étaient priés de se placer en fin de cortège (dans le cas des marches) afin de laisser l'espace d'expression aux premier-es concerné-es (les personnes sexisées² et celles aux orientations sexuelles "minoritaires"). Cette demande de la part des organisatrices a été fortement

parole, reproduction des rapports de domination et des discriminations au sein des discours, légitimation des discours des personnes dominées, ... Selon le collectif la Mistoufle FA : "il se trouve que dans les espaces mixtes, on peut passer son temps à justifier la moindre parole, ou simplement à ne pas être pris-es en compte. Alors qu'en non-mixité ou en mixité choisie, on se sent plus à l'aise, et pas jugé-es, rassuré-es, plus crédibles et plus libre de partager ce qu'on a sur le cœur. [...] Nous sommes arrivées à la nécessité de la non-mixité." (La Mistoufle, 2020). Les espaces non-mixtes se veulent à la fois sécurisants et émancipateurs.

Mais la non-mixité, ou la mixité choisie, peut également être un véritable outil dans des processus de (co-)construction de pratiques ou de discours portant sur diverses thématiques. Il est notamment utilisé au sein du secteur du développement lors de discussions stratégiques afin de permettre l'expression de chacun-e selon leurs propres réalités face à l'une ou l'autre situation. Première étape avant une mise en commun, cette technique permet de mobiliser des informations en mettant de côté le spectre des rapports de domination qui auraient pu être en œuvre durant les échanges et les discussions. Bien entendu, la non-mixité (ou la mixité choisie) font également office d'outil politique et véhiculent une idéologie particulière, celle d'une ouverture du discours des dominé-es au profit du développement d'une société mixte. De telles utilisations de ces outils ne sont généralement pas critiquées mais plutôt jugées utiles. Alors pourquoi, lorsque le sujet porte sur certaines thématiques s'apparentant à des formes de violence sociale, y a-t-il autant de soucis avec ces pratiques ?

Espaces d'expression ou espaces d'exclusion ?

Malgré les arguments qui expliquent de telles démarches, la non-mixité fait l'objet de nombreuses critiques. On soulève notamment la menace de repli identitaire et de séparatisme que pourrait

provoquer la création de groupes réservés aux personnes issues de minorités mais également le danger de créer une forme de racisme inversé ou d'aggraver encore la séparation entre dominé-es et dominant-es.

En effet, l'une des critiques les plus souvent soulevées consiste en l'aspect identitaire et séparatiste d'une telle démarche. Séparatiste car la création de groupes réservés aux membres de certaines minorités les isolerait de la société en créant des phénomènes de ghettoïsation culturelle et sociale.

Que l'on s'identifie à un groupe minoritaire ou majoritaire, il est important de ne pas rester passif face à la question de la (non) mixité.

Et identitaire dans le sens que, en se regroupant entre individus issus d'une même minorité, iels⁴ approfondissent le caractère déviant⁵ de leur identité.

Ainsi, pour un groupe en non-mixité composé de personnes racisées, il s'agirait d'une démarche raciste confortant la distinction raciale entre les individus qui composent une société.

D'autres critiques soulèvent également le risque de tomber dans un racisme inversé (le fameux "racisme anti-blanc-hes" ou le féminisme anti-hommes). Ce sont notamment des critiques qui ont été faites suite à l'organisation d'évènements militants en mixité choisie autour du mouvement "Balance ton bar". Les organisatrices ayant été accusées de faire un amalgame entre hommes blancs cisgenre et potentiels agresseurs. Cela soulève également la question de la pertinence d'inclure les personnes privilégiées au sein de ces discussions ou de ces mouvements afin de pouvoir les éduquer et les sensibiliser à ces thématiques et non pas les tenir à l'écart et les condamner.

La question se pose également de la sémantique et de la légitimité de certaines personnes à participer à certains groupes non-mixtes comme, par exemple, le cas des femmes transsexuelles au sein des mouvements féministes (qu'est-ce qu'une femme ?) ou celui des métisses dans des espaces réservés aux personnes racisées (blanc-hes, noir-es, ont-iels les mêmes rapports au racisme institutionnel ?), ...

Et moi/toi dans tout ça ?

Que l'on s'identifie à un groupe minoritaire ou majoritaire, il est important de ne pas rester passif face à la question de la (non) mixité. Pour les premier-es, le fait de pouvoir évoluer dans des espaces non-mixtes et bienveillants pourrait peut-être créer de nouveaux intérêts et favoriser certaines formes d'engagement. Pour les second-es, l'existence d'espaces non-mixtes ne doit pas empêcher ni décourager de s'intéresser à la question des rapports de domination, qu'ils s'inscrivent dans une logique d'origines géographiques, de genres, d'âges, de classes sociales, ...

De plus en plus et dans une démarche d'éducation et de sensibilisation, les groupes minoritaires préfèrent utiliser la mixité choisie à la stricte non-mixité. Ces espaces sont l'occasion pour celles et ceux qui s'intéressent aux enjeux psycho-sociaux de certains privilèges (qu'ils soient blancs, masculins, hétérosexuels, ...) de s'informer et de mieux définir les postures qu'ils peuvent adopter dans ces revendications tout en gardant une attitude respectueuse et bienveillante envers les différents acteurs et actrices impliqués dans l'une ou l'autre thématique. Les règles qui balisent de tels échanges sont simples : faire preuve d'empathie et d'un certain recul critique sur sa propre identité et respecter les temps de parole de chacun-e ainsi que la légitimité de ce qui y est dit (même si l'on n'est pas d'accord).

La non-mixité et la mixité choisie sont les outils idéaux pour renverser les rapports de domination qui œuvrent au sein de nos sociétés. Il faut s'en servir pour éveiller les consciences et utiliser ces prises de conscience pour les utiliser avec sagesse et efficacité. Selon Christine Delphy : "la non-mixité n'est oppressante que si elle est subie et, si la mixité constitue un objectif pour les dominés, le chemin qui y mène passe nécessairement par des moments de non-mixité choisie" (Delphy, 2018).

Zoé Vandermeeren

Chargée de projet en coopération internationale et d'Education à la citoyenneté, Eclodio.

1 Cis-genre signifie que l'identité de genre (homme, femme, autre) de la personne correspond à celle qui lui a été assignée à la naissance, son identité de genre "biologique" (en opposition à une personne transgenre).

Bibliographie :

- Abdellah, M. (2018). Découvertes - SOS minorités discriminées : de quoi la non-mixité est-elle le nom ? SyndiGate Media Inc.
- Andrade, A. (2020, 11 février). La mixité choisie et sa légitimité. France Culture. <https://dijoncter.info/la-legitimite-de-la-mixite-choisie-1687>
- Delphy, C., & Andrade, A. (2018). La non-mixité en question. France Culture. <https://www.franceculture.fr/emissions/les-nouvelles-de-leco/les-nouvelles-de-leco-du-jeudi-10-mai-2018>

Pour aller plus loin :

Lectures :

- Diallo, R. (2017). La non-mixité, un outil politique indispensable. Slate.
- Nicolas, A. (2021). Non-mixité : Principe d'exclusion ou libération de la parole. Philosophie Magazine.
- Lorriaux, A. (2015, août 17). Comment (et pourquoi) des hommes deviennent-ils des militants féministes? Slate.fr. <http://www.slate.fr/story/101365/hommes-militants-feministes>

Podcasts :

- La non-mixité pour les nul.les. (2021, 25 avril). Quoi de Meuf. <https://podcasts.podinstall.com/nouvelles-ecoutes-quoi-de-meuf/202104250400-131-la-non-mixite-pour-les-nulles.html>
- Audio [Kiffe ta race]. (2019, 26 février). Comment être un-e bon-ne allié-e ? [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=HQW_-JrFTw

- 2 Les personnes sexisées comprend l'ensemble des personnes pouvant être concernées et impactées par le sexisme (tant les femmes, que les personnes trans, les travailleur-euses du sexe, les personnes dont l'expression de genre n'est pas toujours celle à laquelle iels s'identifient, ...). Ce sont notamment ces personnes qui, selon les statistiques, sont le plus souvent les cibles de violences sexuelles (et non les hommes cis et hétéros qui représentent, dans ce cas, une minorité).
- 3 La société est marquée par l'existence d'une série de valeurs, de normes et de rapports de domination qui opposent des groupes sociaux, ethniques, sexués, ... Ceux-ci sont intégrés à nos pratiques quotidiennes, sociales et institutionnelles et sont entretenus par ce que Bourdieu qualifierait d'habitus. Ces rapports opposent des groupes représentant une majorité que je désignerai sous le terme « dominants » à des individus représentant une minorité, les « dominé-es ». Ces termes sont souvent repris dans le secteur du militantisme ou de la coopération au développement ainsi que dans la littérature sociologique.
- 4 Dans un souci d'inclusivité, j'utiliserai le pronom iel(s), de la troisième personnes du singulier (ou du pluriel), d'ailleurs reconnu récemment par le dictionnaire le Petit Robert, pour désigner les personnes sans distinction de genre.
- 5 Dans le sens sociologique du terme, la déviance désigne des pratiques ou des identités ne se conformant pas à la norme. Il faut l'entendre comme une distinction entre minorité et majorité.

Les acteurs-trices des organisations non gouvernementales : des accompagnateur-trices du changement engagé-es

S'engager, kezako ?

En 2009, Brault-Labbé et Dubé ont relevé dans leur article différentes formes d'engagements, allant de la persistance comportementale par souci de cohérence (Becker, 1960 ; Kiesler, 1971 cités par Brault-Labbé & Dubé, 2009) à l'approche affective davantage guidée par une attirance envers quelqu'un ou une activité (Antonovsky, 1987 ; Csikszentmihalyi, 1990 ; Kobasa, 1982 cités par Brault-Labbé & Dubé, 2009). De ces deux approches sont issus certains sous-types d'engagement : l'engagement personnel, moral, structurel ou encore identitaire (Brault-Labbé & Dubé, 2009).

En amenant les individus à prendre une place dans une communauté, l'engagement renvoie davantage aujourd'hui à une motivation individuelle que collective (Pierron, 2006). Résultant des choix personnels, "la sincérité de l'engagement individuel paraît plus authentique que l'autorité des engagements traditionnels" (Pierron, 2006). S'engager dans une activité demande par conséquent une mobilisation de soi.

En s'intéressant au secteur associatif, et plus précisément aux acteur-trices des Organisations Non Gouvernementales, cet article ne vise non pas à "classer" les types d'engagements de ceux-celles-ci mais à comprendre comment ils se traduisent au

travers des différentes actions que ces personnes entreprennent pour impulser des changements de perceptions et de comportements chez les individus qu'ils-elles accompagnent.

S'engager dans le secteur associatif

L'engagement dans le secteur associatif, et plus particulièrement dans les ONG implique un investissement considérable de la part des chargé-es de projets qui, par leur fonction bien spécifique, deviennent des accompagnateur-trices de changements. Au moyen d'une série d'entretiens avec des employé-es, chargé-es de projets, responsables ou animateur-trices des quatre ONG universitaires francophones (Eclasio, la Fucid, ULB-coopération et Louvain-coopération) réunies au sein du consortium UNI4COOP, sept conceptualisations ont été construites. Ces conceptualisations mettent en lumière comment se traduit l'engagement de ces acteur-trices dans leur fonction d'accompagnateur-trices de changements (Winand, 2021).

Ainsi, l'analyse des données récoltées durant les entretiens a permis d'interpréter que les acteur-trices des ONG composent leur accompagnement du changement chez les individus en :

- **négociant la position de retrait ;**
- **misant sur le collectif pour changer ;**
- **convainquant les convaincus ;**

- **se sentant dans un inconfort de former ;**
- **accompagnant les désillusions ;**
- **apprenant à rebondir ;**
- **se satisfaisant d'un changement de paradigme partiel** (Winand, 2021).

C'est cette septième et dernière conceptualisation qui sera développée dans cet article mettant davantage l'accent sur l'engagement. En effet, bien qu'elles soient toutes les sept interreliées, chaque conceptualisation peut également être explicitée individuellement en vue de mettre en évidence sa singularité et la manière dont les propriétés la nuancent et la caractérisent.

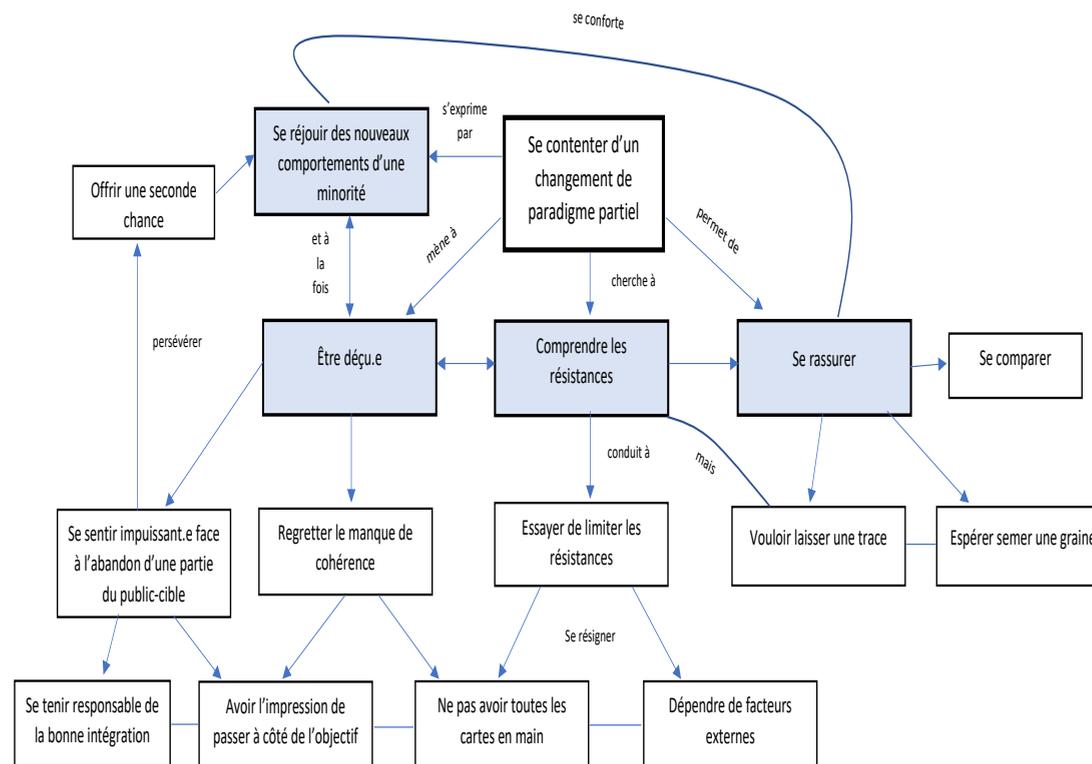
Une recherche de sens

D'un point de vue schématique, la conceptualisation "se satisfaire d'un changement de paradigme partiel" peut être représentée comme suit :

Ce schéma ne se suffisant pas à lui-même, voici quelques explications illustrées de propos anonymisés des participant-es aux entretiens et issues du mémoire initial (Winand, 2021).

D'un point de vue temporel, se satisfaire d'un changement de paradigme partiel intervient souvent en fin de processus d'accompagnement du changement. Cette conceptualisation compte quatre composantes (encadrés bleu clair).

Face au changement partiel des comportements des individus, l'accompagnateur-trice du changement ressent dans un premier temps de la déception, le projet de changement n'ayant pas abouti ou n'ayant pas eu le succès escompté. Il-elle se sent impuissant-e face à l'abandon du projet par une partie du public-cible car il-elle se tient responsable de la bonne intégration des individus dans le projet mené. Il lui arrive aussi de regretter →



Conceptualisation n°7 "Se satisfaire d'un changement de paradigme partiel" (Winand, 2021, p. 57)

le manque de cohérence chez les individus qui poursuivent leur implication dans le projet, notamment entre les comportements développés au sein du projet et les comportements adoptés par ces mêmes personnes en parallèle du projet. Cependant, il semble important de pointer le fait que ce manque de cohérence peut être lié à des facteurs externes à l'individu, déculpabilisant ainsi l'accompagnateur-trice du changement.

Comme le souligne l'extrait suivant, l'accompagnateur-trice du changement peut parfois avoir le sentiment de passer à côté de l'objectif du projet de changement, bien que le processus ait pourtant été correctement mis en œuvre.

“Il y a toujours des personnes qui ont des idéologies assez différentes. Ce qui est dommage, c'est qu'il y a un entre-soi. On a l'impression que tout le monde est d'accord mais en fait on a du mal à toucher l'autre partie des étudiants, des citoyens qui n'ont pas les mêmes idéologies.” (Communication personnelle, Anaïs, 2020)

“Une difficulté c'est (...) par exemple on avait choisi des producteurs pour mettre en place des parcelles de production de semences agroécologiques mais on s'est rendu compte que beaucoup d'entre eux ne sont pas intéressés par cette initiative. Ils se disent que cela serait du gaspillage pour eux de mettre à disposition 500 mètres carrés rien que pour des produits agroécologiques parce que derrière il n'y a pas quelque chose qu'ils récoltent pour le ménage et cela se comprend aisément.” (Communication personnelle, Alexandre, 2020)

Bien qu'il lui arrive d'être déçu-e, l'accompagnateur-trice du changement cherche à comprendre les résistances, ce qui le-la conduit à essayer de limiter l'émergence de ces dernières chez les individus. Toutefois, il-elle a conscience que la mise en œuvre du changement dépend parfois plus de facteurs externes que de l'individu lui-même. L'accompagnateur-trice du changement n'a par conséquent pas toujours toutes les cartes en main.

“Mais je pense que ce n'est pas qu'individuel. C'est à la fois individuel mais aussi structurel. Si la personne n'a pas les moyens de changer,



Visite champ de Colza à Takeo, Ecosio Cambodge 2018
Photo: Valentine Collet, stagiaire Ecosio

concrètement changer son mode d'alimentation. Par exemple, s'il n'y a pas des agriculteurs locaux près de chez elle, elle ne va pas changer quoi. Donc je pense que c'est à la fois l'individu mais aussi la structure autour qui fait que cela peut évoluer.” (Communication personnelle, Eva, 2020)

Comprendre les résistances ne suffit pas. L'accompagnateur-trice du changement, plutôt que de rester passif-ve, souhaite laisser une trace de son passage chez les bénéficiaires de ses actions. Se satisfaire d'un changement de paradigme partiel lui permet de se rassurer et de continuer à faire sens dans ses missions mais aussi de ne pas en attendre trop des individus tout en aspirant quand même à ce que ses actions ne soient pas vaines. Il-elle espère semer une graine. Pour se rassurer, l'accompagnateur-trice du changement tend aussi à se comparer. Ainsi, il lui arrive de réaliser un parallèle entre les actions qu'il-elle mène pour atteindre le changement souhaité et les actions menées antérieurement par d'autres organismes qui n'ont pas toujours eu l'effet escompté.

“Au sein des communautés, il y a un certain nombre d'objections que les gens ne mettent plus en avant. Donc, on commence de plus en plus à entendre ce discours. Il y a un changement, lent mais on sent qu'un changement se met en place.” (Communication personnelle, Paul, 2020)

Enfin, se satisfaire d'un changement partiel veut aussi dire que malgré les quelques déceptions et résistances des individus, l'accompagnateur-trice du changement se réjouit des nouveaux comportements adoptés par une minorité de personnes. Cela signifie que bien qu'il-elle puisse se sentir

impuissant-e face à l'abandon ou la non-adhération du public au projet de changement, il-elle va persévérer et offrir une deuxième chance aux individus. Cela peut par exemple se traduire par une proposition faite à ces derniers afin qu'ils intègrent ou réintègrent le projet de changement.

“Donc il y a quand même des réflexes que l'on commence à voir chez certains producteurs, même si ce n'est pas encore au niveau de la masse. Et cela, en tant qu'acteurs de projets, cela nous réjouit, cela nous donne du baume au cœur.” (Communication personnelle, Alexandre, 2020)

Se satisfaire d'un changement de paradigme partiel laisse entrevoir une progression dans la conception du processus de changement par l'accompagnateur-trice, telle une acceptation de la réalité du terrain. D'abord déçu-e, ensuite compréhensif-ve, il-elle termine par se satisfaire d'un objectif partiellement atteint avec les individus.

Un engagement évolutif

Choisir la conceptualisation “se satisfaire d'un changement de paradigme partiel” pour illustrer un article sur l'engagement ne résulte pas du fruit du hasard. Celle-ci est finalement la concrétisation du travail de l'accompagnateur-trice du changement et illustre tout particulièrement le processus de l'engagement.

Si dans les premiers temps d'un projet, l'action est orientée vers un but afin que chaque individu intègre pleinement les nouvelles pratiques et les nouveaux comportements, cette aspiration évolue au fil de l'accompagnement pour diverses

raisons. Cette évolution ne traduit pas un désengagement de la part de l'accompagnateur-trice du changement, comme il serait simple de le penser. Au contraire, il est le résultat d'une action qui évolue afin de faire sens non seulement pour l'acteur-trice de l'ONG mais aussi pour l'individu qu'il-elle accompagne.

Cette évolution de l'action rejoint l'engagement au sens où l'entend Pierron (2006). En effet, la constante recherche de sens dans son action montre comment l'accompagnateur-trice du changement tient son engagement ou encore comment ce dernier évolue en fonction du contexte, laissant de côté le fatalisme dans lequel l'individu pourrait tomber (Pierron, 2006). Ainsi, le processus de changement évolue pour une raison commune tant aux acteur-trices des ONG que pour les individus prenant part au processus : un recherche de sens dans leur engagement.

Marine Winand

Diplômée en Sciences de l'éducation, finalité formation pour adultes, ULiège.

Bibliographie :

- Brault-Labbé, A. & Dubé, L. (2009). Mieux comprendre l'engagement psychologique : revue théorique et proposition d'un modèle intégratif. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 1(81), 115-131. <https://doi.org/10.3917/cips.081.0115>
- Brulois, V. (2019, 12 et 13 septembre). Une ONG au risque de l'engagement : participation et coordination des bénévoles, militants et salariés [présentation d'un conférencier invité]. Département des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université Sorbonne Paris Nord. StudiUM. <https://www.univ-paris13.fr>
- Pierron, J-P. (2006). L'engagement. *Envies d'agir, raisons d'agir. Sens-Dessous*, 0(1), 51-61. <https://doi.org/10.3917/sdes.000.0051>
- Winand, M. (2021). Comment les acteurs de la coopération internationale accompagnent-ils le changement chez les bénéficiaires de leurs actions ? [Unpublished master's thesis]. Université de Liège.

L'engagement sur les réseaux sociaux a-t-il réellement un impact ?

On se souvient tous du mois de mars 2020, la nouvelle tombe : c'est le confinement. Les commerces ferment, nous devons rester chez nous. Le travail et l'enseignement se font désormais à distance. Les fameuses Skolestrjk för klimatet de Greta Thunberg deviennent elles aussi virtuelles et prennent la forme de posts sur Instagram. Elle y accole le #DigitlaStrike et #Stay-at-Home. Le nombre de likes n'en pâtit pas pour autant. Certaines photos de profil en Belgique arborent le filtre "SOS Assiettes vides" en signe de soutien à l'HORECA. Lors du meurtre de Georges Floyd, les réseaux se voient inondés de posts informatifs sur l'antiracisme, les micro-agressions et la discrimination au sein du système.

Plus que jamais, les réseaux sociaux sont le lieu où on exprime son opinion, on affirme son engagement et on partage son indignation. Est-ce que l'engagement sur les réseaux sociaux a vraiment un impact ? Un partage, un hashtag, un post explicatif ou un filtre virtuel peuvent-ils entraîner un changement dans le monde réel ?

Des critiques acerbes

L'activisme en ligne est souvent qualifié péjorativement de slacktivism (slack en anglais signifie négligent, lâche.) Il suffit de quelques minutes, voire quelques secondes pour s'engager en ligne. Partager une photo, taper un hashtag ou montrer son soutien en commentaire d'un post demande peu de temps et d'énergie. Le niveau d'implication

nécessaire à la réalisation de ces actions est jugé comme très bas.

Quand on ne dit pas que l'activisme en ligne relève de la paresse, on peut aussi dire qu'il est performatif. Les détracteurs de l'activisme digitalisé qui le qualifient de cette façon entendent par-là que c'est une forme de paraître en société. Il n'est pratiqué que pour montrer aux autres utilisateurs à quel point nous sommes une "bonne personne" pour se préoccuper de cette cause, pour nous faire valoir aux yeux des autres, ou encore pour montrer son éducation sur un sujet. Ces critiques valent pour les utilisateurs, mais aussi pour les marques qui font des déclarations qui supposent des valeurs et préoccupations qu'elles ne véhiculent nulle part d'autre dans leurs entreprises que lors de leurs campagnes de pub.

Mais ce n'est pas tout ce qu'on reproche à l'engagement digital. L'activisme en ligne est tributaire des codes présents sur les réseaux. Le but recherché étant toujours la visibilité, bien des comptes engagés se plient avec plus ou moins d'enthousiasme aux règles du jeu. Certes, il n'est pas toujours nécessaire de heurter pour informer mais le post qui avertit d'un crime atroce doit alors être bien construit afin d'attirer l'attention, répondre à une certaine esthétique et ne pas être trop brut pour ne pas enfreindre les règles de la communauté. Suite à l'assassinat particulièrement choquant de Christina Yuna Lee, une jeune femme asiatique suivie jusque chez elle par un inconnu aux Etats-

Unis le 13 février 2022, le compte Instagram Asians For Mental Health publie un post. Sa créatrice fait part de son épuisement et enjoint à la communauté asiatique de se soutenir. Jenny Tzu-Mei Wang termine la légende de ce post en disant que "son corps était trop fatigué pour utiliser la plate-forme Canva", elle choisit plutôt de partager un texte issu des notes de son téléphone. Canva est un site qui permet de mettre en forme un texte, un message, un peu comme le ferait un graphiste. Même dans cette situation, on sent peser l'enjeu de la construction travaillée de contenu.

Certains comptes engagés rencontrent également des problèmes lorsque l'ironie de leurs propos n'est pas comprise et reçoivent des avertissements, par exemple pour sexisme. D'autres encore subissent la malice de leurs opposants qui les dénoncent en masse afin qu'ils soient suspendus. En plus de cela, certains comptes engagés pensent ou redoutent d'être *shadowbanned* : l'algorithme d'Instagram ne montre plus leur contenu comme il le devrait. Ils constatent une baisse des réactions à leurs posts et les raisons n'en sont pas toujours claires. Tout leur travail, dans la majorité des cas bienveillant, touche alors un nombre bien moindre de personnes. Dès lors, on peut se demander si c'est vraiment la meilleure place pour l'activisme et s'il y restera.

Déjà présent avant la crise du Covid, l'engagement en ligne a pris nettement plus d'ampleur depuis celle-ci. Bon nombre d'organisations par exemple, se réunissent en ligne pour les préparatifs, ce qui se faisait très peu auparavant. L'activisme a été mis en difficulté, les grands rassemblements étant interdits. Le repli vers les réseaux a été une nécessité pour

certaines formes d'activisme qui occupaient l'espace public. Tandis que d'autres, comme le hashtag me too s'y trouvaient depuis un certain temps déjà.

L'effet des réseaux sociaux

On ne peut que constater qu'il existe dans le monde entier un mouvement généralisé vers la digitalisation. Les banques et les services, tout particulièrement, n'échappent pas à cette observation. L'Union Européenne elle-même s'en préoccupe et annonce qu'elle veut faire de la décennie qui suivra la "décennie numérique". La fracture digitale (écart entre les personnes ayant accès à des outils de technologie, et celles qui n'en ont pas), est un grand sujet d'actualité. La question de comment

s'assurer que chacun-e, quelle que soit sa situation financière et sa tranche d'âge, puisse avoir accès au monde digital est cruciale aujourd'hui. La pandémie, dès ses débuts en mars en Belgique a également servi de catalyseur à ce problème : les élèves reclus chez eux ne peuvent pas toutes et tous poursuivre leur éducation en ligne. Des solutions ont dû être mises en place pour y remédier, mais ça n'a pas toujours été possible. L'ASBL MolenGeek

à Bruxelles a elle aussi bien saisi le problème, et contribue à réduire la fracture numérique. Elle se décrit comme "un écosystème tech qui assure l'accessibilité de la technologie à tous, peu importe le niveau, les origines ou la formation."

L'activisme lui aussi s'adapte et se fait sa place dans ce monde digital. Montrer son engagement en ligne a quelques avantages inhérents au médium. L'algorithme de la majorité des réseaux sociaux tend à montrer à l'utilisateur du contenu en rapport avec ce qu'il a déjà visionné auparavant. →

Quand on ne dit pas que l'activisme en ligne relève de la paresse, on peut aussi dire qu'il est performatif. Les détracteurs de l'activisme digitalisé qui le qualifient de cette façon entendent par-là que c'est une forme de paraître en société.



Dès qu'une personne commence à s'intéresser à un sujet, du contenu en lien avec celui-ci lui sera suggéré sur son fil d'actualité ou ses posts à découvrir. De plus, on est également mis en contact avec le contenu que nos connaissances partagent. L'un dans l'autre, on tombe sur des informations sans forcément les chercher, on peut donc potentiellement être sensibilisé à tout. Lors de la prise d'ampleur du mouvement Black lives matter en juin 2019, certains créateurs de contenu demandaient expressément aux personnes trouvant leurs posts de les partager massivement. Ces personnes expliquaient que les utilisateurs déjà sensibles ou concernés par la cause pouvaient former un pont vers une partie de leurs propres abonnés qui ne seraient autrement pas intéressés par le sujet et auraient peu de chances de tomber sur leurs publications. **Partager une publication est une façon de lui permettre de franchir le mur des centres d'intérêt divergents.**

Remettre en question l'effet réel des réseaux sociaux, c'est aussi oublier le fait très simple que leur nombre d'utilisateurs en fait un endroit porteur de changement.

construire une présence en ligne et y gagner de la visibilité. La visibilité, c'est l'enjeu de la portée d'un événement, et ce de tous temps. Auparavant pour être entendu, il fallait peut-être mettre des affiches ou distribuer des tracts. Par la suite, il fallait réussir à en informer la presse pour qu'elle relaie le discours ou l'histoire qu'on voulait faire connaître au plus grand nombre. Maintenant, on essaye très souvent aussi d'atteindre une personne influente sur les réseaux pour que sa visibilité produise l'impact voulu.

Remettre en question l'effet réel des réseaux sociaux, c'est aussi oublier le fait très simple que leur nombre d'utilisateurs en fait un endroit porteur de changement. En plus de permettre au plus grand nombre de s'y exprimer, ils rendent aussi possible, pour toute personne qui possède les outils et res-

sources nécessaires (connexion à internet, appareil adéquat), de s'y instruire. Depuis la crise du Covid, cet effet est renforcé car plus d'événements encore ont lieu en ligne. Aujourd'hui, un webinaire, une conférence, ou même un festival entier sont à portée du clic d'une souris.

Le cycle d'un hashtag

On peut penser qu'un hashtag lancé dans un pays s'appliquant à une situation bien particulière ne générera que peu d'intérêt dans d'autres endroits du monde, mais bien au contraire, le phénomène de reprise d'hashtags est très important. C'est peut-être cela qui fait leur force. L'hashtag me too, créé par la militante Tarana J. Burke, par exemple, a engendré des mouvements aussi bien aux États-Unis d'où il venait, mais aussi bien jusqu'en Europe. Si on recherche l'hashtag me too sur Instagram, on tombe sur des posts venant aussi bien d'Allemagne, de Pologne ou d'Italie. En France c'est l'hashtag balance ton porc qui en est une adaptation qui est venu dénoncer les abus sexuels.

Il a aussi réussi à intégrer des sphères diverses : l'industrie d'Hollywood a été renversée, mais aussi sans doute des entreprises, le milieu du sport, ainsi que les universités belges tout récemment. Les rues également sont investies par ce mouvement suites aux manifestations qui s'en sont suivies, et qui continueront de se produire.

L'autre hashtag, qui a fort marqué l'activisme en ligne est celui de Black lives matter. Il vient également des États-Unis, et il est donc un produit de la situation sociale et de l'histoire raciale du pays. Cela n'empêche pas cet hashtag d'être repris en cas d'injustice ou de violence envers des personnes noires dans bien d'autres pays avec un contexte différent comme le Brésil, le France ou la Belgique. Le format court a beau être court, on en saisit immédiatement le sens et ces hashtags perdurent dans le temps.

Dans un monde parfait

Dans l'idéal, chaque personne qui tomberait sur un post informatif quant à la situation d'un pays, une injustice dans le monde, ou un problème écologique engagerait une réflexion, comprendrait le sujet décrypté dans le post, et agirait en conséquence instantanément. Dans les faits, informer quelqu'un en profondeur sur un sujet puis lui donner les outils et pistes qui vont le motiver à agir prend plus de temps, ou peut même ne jamais arriver.

Mais cela ne veut pas dire qu'informer et s'engager sur internet est vain. Finalement, la limite entre activisme en ligne et activisme réel est peut-être moins hermétique qu'on ne le croit. Bien souvent aussi, les créateurs de contenu proposent des façons de s'instruire soi-même en dehors de ce qu'ils proposent. Cela passe par des articles ou des vidéos en ligne, mais aussi des livres. Les mouvements parcourent les deux univers, parfois de façon exclusive, souvent de façon simultanée. Une problématique peut très bien commencer dans le monde réel, être transvasée aux réseaux sociaux, y prendre de l'ampleur, ressortir à un autre endroit dans le monde etc... C'est par des pétitions dont la diffusion a été largement faite depuis le compte

d'un député européen que Elvis Bajtami, Laye Fodé Traoré, Lydia Veyrat et Samira, 11 ans, ont pu rester en France. Ce n'est pas rare qu'une marque désactive ses commentaires suite à une vague d'internautes qui dénoncent leurs agissements. Une conversation, un débat ou une réflexion qui a lieu suite à un article ou un post trouvé en ligne, c'est déjà une répercussion.

Au-delà de cela, le changement de convictions et d'habitudes de toutes sortes demande un certain temps, en règle générale. C'est donc peu surprenant que les internautes ne se transforment pas en super activistes à la suite de la lecture d'un post. Il n'est pas aisé de déterminer l'instant T où telle opinion nous a convaincu-es, où une cause nous a touché-es, car c'est souvent un processus graduel, une évolution. Les réseaux sociaux sont tout à fait aptes à y contribuer, d'ailleurs pas forcément dans le sens le plus adéquat si on se rappelle la campagne électorale de Donald Trump et les rôles que les réseaux ont joués. L'attaque du capitole le 6 janvier 2021, largement organisée en ligne et soutenue par l'ex Président sur Twitter a aussi marqué le monde entier devant ces images de chaos.

Les réseaux sociaux, c'est aussi ce grand bain où cohabitent, et parfois s'affrontent toutes les idées les plus opposées. À l'hashtag me too, répond l'hashtag not all men. Quand l'hashtag Black lives matter s'élève, on voit que l'hashtag white lives matter émerge en opposition plutôt sourde au problème adressé. Bien sûr cela peut être très frustrant à constater, mais c'est aussi l'occasion de se rappeler à quel point tout le monde peut prendre part aux discussions menées. Même si à chaque me too, un not all men proteste, il y a aussi à présent au moins autant de personnes, actives, sensibilisées ou en mesure de le faire grâce à internet pour lui répondre. Le lien entre le digital et le réel est indéniable et il peut créer des mouvements à impacts positifs.

Joana Tibsar

étudiante en 3ème bachelier en Information et Communication, orientation journalisme, ULiège.





Groupe ULiège Solidaire - Action Back to the Climate 2021

Envie de...

Prendre la plume

dans notre magazine Cultivons le Futur

Mener des actions

de sensibilisation sur votre campus

Vous former & échanger

sur des enjeux sociaux et environnementaux

Mettre vos compétences

au service de la solidarité internationale

Vous souhaitez nous soutenir ?

Faites un don !

Grâce au soutien de nos bailleurs institutionnels, chaque euro que vous versez nous permet de mobiliser jusqu'à 10 euros pour nos actions.

Votre soutien financier est indispensable à la réalisation de nos projets.

Contribuez à nos actions en faisant un don sur le compte BE04 5230 8027 2831

(attestation fiscale pour tout don à partir de 40 euros).

Merci de votre soutien !

Cont@ctez-nous !

alienor.pirlet@eclosio.org pour Gembloux
claire.brouwez@eclosio.org pour Liège

Eclosio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE